



Cipango

Cahiers d'études japonaises

Hors-série | 2008

Autour du *Genji monogatari*

De la place et du rôle des gouverneurs de province à l'apogée de l'époque de Heian

On the Place and Role of Province Governors at the height of the Heian Period

Francine Hérail



Éditeur

INALCO

Édition électronique

URL : <http://cipango.revues.org/607>

DOI : 10.4000/cipango.607

ISSN : 2260-7706

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2008

Pagination : 291-355

ISBN : 978-2-85831-170-5

ISSN : 1164-5857

Référence électronique

Francine Hérail, « **DE LA PLACE ET DU RÔLE DES GOUVERNEURS DE PROVINCE À L'APOGÉE DE L'ÉPOQUE DE HEIAN** », *Cipango* [En ligne], Hors-série | 2008, mis en ligne le 02 mars 2012, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://cipango.revues.org/607> ; DOI : 10.4000/cipango.607

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.



Cipango – Cahiers d'études japonaises est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

De la place et du rôle des gouverneurs de province à l'apogée de l'époque de Heian

On the Place and Role of Province Governors at the height of the Heian Period

Francine Hérail

- 1 Le code ne donne qu'une vue très générale du rôle des administrateurs de province, *kokushi*, le premier étant le chef ou gouverneur, *kami*. Ces hommes étaient délégués par l'administration centrale pour quatre ans. Le gouverneur a pour mission de veiller au culte des divinités, de tenir les registres de la population, d'agir en père du peuple, d'encourager l'agriculture et la sériciculture, de redresser ce qui est mauvais, de s'occuper de la police et des plaintes, de tenir les registres des maisons et rizières, de lever les impôts et corvées, de maintenir le système d'irrigation et les bâtiments publics, ainsi que les pâturages, de tenir la province en état de se défendre grâce aux milices, aux armes et aux feux permettant la diffusion des nouvelles, en bref, aucun des aspects de la vie de la population ne devait lui échapper. Ce qui supposait, même si les provinces n'étaient pas densément peuplées, en plus du gouverneur, de ses acolytes fonctionnaires des quatre classes (de deux à six) et de commis aux écritures, *shishō*, venus de la capitale, un personnel assez important recruté sur place, administrateurs de district, *gunji*, et employés subalternes.
- 2 C'est au cours des VIII^e et IX^e siècles que ce programme a été développé et que les indications très générales du code ont été complétées et précisées jusque dans le détail au moyen de règlements et de décrets. En ce qui concerne ces derniers, il en subsiste près de quatre cents promulgués en deux siècles, ce qui suppose qu'il y en eut plus, alors que, le premiers tiers du X^e siècle passé et jusqu'à la fin du XI^e, on n'en compte plus que quelques dizaines, encore souvent ne portent-ils que sur un point assez minime. Cette abondance de décrets, souvent répétitifs ou contradictoires, n'est pas signe d'un bon fonctionnement de l'administration locale. Au début du X^e siècle, les Règlements de l'ère Engi, *Engishiki*, les Règlements relatifs aux relèves, *kōtaishiki*, ont amené cette législation à sa perfection. Les

budgets provinciaux calculés en riz étaient établis pour chaque province. Les ressources publiques des provinces, *shōzei*, calculées en riz, constituées par l'accumulation de la taxe foncière, *so*, étaient pour une part prêtées à intérêt, *suiko*. Cet intérêt était consacré aux différents postes de dépenses, soit pour l'administration de la province soit pour les envois à faire à la capitale. Les tributs en nature, *chōyō*, partie importante de la fiscalité, étaient aussi minutieusement fixés et en principe calculés par tête de contribuable. Le Règlement relatif aux relèves était assez détaillé et portait sur l'élaboration des registres annuels concernant la population, l'entretien des bâtiments publics, des établissements religieux et du système d'irrigation, la gestion des ressources publiques, principalement du riz, *shōzeitō*, la livraison complète et dans les temps prescrits de ce qui devait être envoyé à la capitale. Ces documents, qui pouvaient être au nombre de plusieurs dizaines, devaient être vérifiés et surtout acceptés par les organes de contrôle de la capitale. En principe, nul administrateur, quel que fût son grade, ne pouvait être de nouveau employé s'il ne laissait pas une situation absolument nette. Comme, dans les provinces, ils étaient au nombre de trois à sept, se posa rapidement le problème du partage des responsabilités et on en arriva à distinguer responsabilité et culpabilité, c'est-à-dire que, dans le cas très fréquent d'arriérés d'impôts non livrés à la capitale, la responsabilité était partagée et tous les administrateurs présents devaient rembourser par prélèvement sur leurs émoluments, mais un responsable principal devait répondre pénalement. Pour les bureaux de la capitale, c'était un bon moyen d'établir une surveillance mutuelle. Les discours moralisateurs sur le rôle de pères et d'éducateurs impartis aux administrateurs délégués par la capitale, encore assez fréquents au VIII^e siècle, tendirent à devenir plus rares. Plus le temps passait, plus les deux soucis principaux de la cour qu'étaient la fiscalité – il lui fallait bien entretenir la capitale et sa population de fonctionnaires – et le contrôle qu'elle pouvait exercer sur les administrations locales devinrent prépondérants. C'est alors que l'on s'aperçut que l'immense effort de codification, les règles contraignantes et détaillées qui avaient été accumulées pendant deux siècles étaient une solution lourde, onéreuse et fort peu pratique. Paradoxalement, c'est quand la législation fut achevée qu'elle commença à être non pas abolie, mais plus ou moins détournée et que des pans entiers tombèrent d'eux-mêmes. La solution fut de ne garder qu'un responsable et de lui laisser une large initiative.

- 3 Je parlerai d'abord de ce qu'était le travail effectif des gouverneurs dans la province, puis du choix de ces gouverneurs, ensuite de leurs rapports avec leurs administrés, enfin des procédures de contrôle de leur travail, à la fin du X^e et au début du XI^e siècle, à l'époque de la composition du *Genji monogatari*. Tout d'abord, un mot sur le vocabulaire. Les fonctionnaires investis d'un des grades de *kokushi* restent nombreux, mais leur nomination n'est plus que formelle, destinée à leur fournir un traitement ou, pour les petits grades, des exemptions. Désormais, un seul est considéré comme responsable et doit rendre des comptes, c'est le *zuryō*¹, c'est-à-dire celui qui a reçu (sens de chacun des deux caractères) de son prédécesseur l'administration de la province ou plutôt des hommes et des biens publics qui s'y trouvent. Ce personnage peut par ailleurs être dénommé gouverneur, *kami*, ou gouverneur surnuméraire, *gon no kami*, ou bien encore adjoint, *suke*. Les trois à six autres *kokushi* affectés à chaque province reçoivent toujours une nomination, on les dit *nin.yō kokushi*, mais, au fur et à mesure que le temps passait, ils allaient de moins en moins dans la province et sont devenus des administrateurs absentéistes, *yōnin*. Nous ne nous intéresserons qu'aux gouverneurs *zuryō*.

Missions des *zuryō*

- 4 Dès le x^e siècle, le système fiscal, qui, selon le code, était fondé sur une connaissance très exacte de la population censée ne pas décroître et ne pas se déplacer, était complètement perturbé. Alors que les gouverneurs avaient l'obligation de tenir des registres exacts de leurs administrés, puisque les charges, tributs en nature, *chōyō*, et corvées, *zōyō*, pesaient essentiellement sur la personne, les rares exemples connus de fragments de registres d'état civil du x^e siècle montrent à l'évidence qu'ils ne sont pas corrects : certains contiennent plus de 80 % de femmes et un nombre très grand de vieillards, dans d'autres la proportion est un peu meilleure, mais le nombre des non-contribuables parmi les hommes est important ou non connu². On peut en déduire que la levée du tribut en nature ne pouvait donc se faire selon des critères conformes aux lois et que les redistributions de lots personnels viagers devenaient impossibles. Les ressources publiques (calculées en riz) de la province étaient de plus en plus utilisées pour combler les déficits et donc tendaient à diminuer. Or c'est de l'intérêt de ce riz prêté aux possesseurs de lots personnels viagers que dépendait la gestion de la province. On sait, de plus, qu'au x^e siècle la répartition périodique de ces lots viagers a disparu, même si, encore en 914, dans ses Douze Propositions (de réformes) *Iken jūnikajō*, Miyoshi no Kiyoyuki préconise de refaire des registres de la population exacts et de recommencer les répartitions. Les anciens lots sont devenus possession de ceux qui pouvaient les travailler, au même titre que les rizières défrichées inscrites au nom du défricheur. On sait aussi que le prêt forcé de riz public, sur l'intérêt duquel reposaient les budgets provinciaux, ne pouvait plus être imposé qu'à ceux qui étaient en mesure de rembourser avec l'intérêt. Au x^e siècle, il n'était plus nécessaire de procéder à des prêts réels avec toutes les manipulations que cela suppose. On se contentait de demander un intérêt aux possesseurs de rizières selon la superficie travaillée, ce qui était proprement faire passer sur la terre l'essentiel de la fiscalité. La gestion des magasins provinciaux s'en trouvait allégée. En outre, pour obtenir de quoi payer leurs allocations aux fonctionnaires de l'administration centrale, une certaine quantité de rizières dites en excès, *jōden*, ont été déclarées rizières de l'administration, *kanden*, et affectées à chacun des départements et offices. Dans certaines provinces, des rizières dites en excès ou publiques, *kōden*, parce que restées sous le contrôle de l'administration locale après répartition des lots viagers, étaient gérées selon diverses modalités, soit directement par les fonctionnaires qui les faisaient travailler par des hommes en quelque sorte salariés, soit indirectement car données à ferme pour un an, renouvelable. Les redevances tirées de ces rizières étaient employées souvent pour l'achat des produits du tribut et des décrets ont même préconisé de procéder de cette façon. Petit à petit, au cours du x^e siècle, le sens du terme « rizières publiques », *kōden*, s'est modifié et la distinction importante n'a plus été entre rizières concédées viagèrement ou possédées à perpétuité, toutes dénommées rizières privées, *shiden*, et rizières restées au pouvoir de l'administration, *jōden* ou *kōden*, mais entre rizières exemptées, celles des établissements religieux et les rizières de fonction des hauts dignitaires, et celles soumises à l'impôt, devenues *kōden*, rizières publiques³. Ce qui a compliqué la situation, c'est que les anciennes dénominations ont subsisté, que des anciens registres pouvaient encore être consultés, que les organes de contrôle de la capitale, soit les offices des Comptes, *shukeiryō*, et des Ressources publiques, *shuzeiryō*, ainsi que le bureau d'Examen des décharges, *kageyushi*, ont continué, vaille que vaille et plutôt mal que bien, à appliquer des dispositions devenues largement obsolètes.

- 5 En résumé, les gouverneurs responsables devaient essentiellement disposer de cadastres fiables accompagnés de registres portant les noms des possesseurs de rizières soumises à l'impôt. Ils devaient lever assez de riz pour disposer de réserves, soit permanentes soit destinées à un usage proche, même si elles étaient fortement diminuées par rapport aux prescriptions des règlements. Les plus prudents demandaient officiellement à l'administration centrale de confirmer les nouveaux chiffres, et ce jusqu'au milieu du XI^e siècle. La plupart se contentaient, s'ils étaient interrogés à ce sujet, de dire que, du temps de leurs prédécesseurs, les quantités avaient déjà été largement diminuées. Ils avaient la charge au moyen de ce riz d'entretenir les biens publics : système d'irrigation, bâtiments, magasins et surtout édifices religieux. La charge de l'irrigation fut assez tôt laissée aux utilisateurs, le nombre des magasins publics tendit à diminuer avec la diminution du riz des ressources publiques, mais aux X^e et XI^e siècles, les gouverneurs eurent souvent des ennuis avec les temples dont ils devaient assumer l'entretien. Ces gouverneurs devaient aussi, selon la quantité demandée à leur province, envoyer du riz à la capitale et régler une part des traitements des fonctionnaires de l'administration centrale. Il leur fallait, en outre, lever des produits du tribut ou, bien souvent, les acheter pour les faire parvenir à la capitale, selon les besoins et les demandes qui leur étaient faites, en quantité plus ou moins proche des prescriptions des règlements et à des dates pas toujours rigoureusement fixées.
- 6 Au début du X^e siècle, Miyoshi no Kiyoyuki a écrit une biographie, ou plutôt une hagiographie, de Fujiwara no Yasunori (825-895), présenté comme le paragon des administrateurs vertueux, *ryōri*. Kiyoyuki, qui a pu connaître Yasunori et prétend se fonder sur des documents et sur des témoignages oraux, met surtout l'accent sur son intégrité et sur sa manière bienveillante de traiter ses subordonnés et le peuple des provinces qu'il a administrées. Il le présente comme un adepte du gouvernement par l'exemple, comme celui qui montre son prestige et sa force pour ne pas s'en servir, qui autant que possible ne recourt pas aux armes. Mais ce texte, farci d'expressions chinoises et d'allusions, renseigne en définitive fort peu sur les aspects concrets de l'administration de Yasunori⁴.
- 7 En revanche, à la fin du même siècle, la plainte des administrateurs de district et des principaux habitants de la province d'Owari contre leur gouverneur, Fujiwara no Motonaga, *Owari no kuni no gebumi*, est, elle, fort explicite sur les agissements du gouverneur et surtout sur sa gestion de la fiscalité. Il est possible que les auteurs de cette plainte aient été encouragés à la formuler, car, l'année précédente, en 987, un des derniers grands textes relatifs aux devoirs des gouverneurs émis par l'administration centrale avait été publié en treize articles. Trois seulement subsistent en entier et concernent la responsabilité du gouverneur dans la livraison aux dates fixées des produits du tribut en nature et la punition, perte de sa fonction, qui attend le gouverneur désobéissant. Le contenu abrégé de sept autres articles est connu, justement par la plainte d'Owari : d'une part trois, publiés par le gouverneur, ceux relatifs à l'interdiction de brutaliser les habitants avec des hommes armés, au devoir de pourchasser les voleurs et à l'interdiction de laisser se développer les terres des puissants, qui gênent les administrateurs de district chargés de la levée des taxes ; d'autre part, quatre (six en réalité dans le texte de la plainte, mais deux sont connus en version complète par ailleurs), non publiés par le gouverneur (sans doute parce que, dans l'esprit des plaignants, il les viole), ceux qui portent sur les interdictions faites au gouverneur : provoquer une diminution de la population, utiliser des hommes en disponibilité et des

hommes du cinquième rang, faire compter comme mérite de son administration ce que le prédécesseur donne pour combler ses arriérés, enfin ne pas utiliser la monnaie⁵. À la différence d'autres, antérieurs et postérieurs, de même nature, les trente et un articles de la plainte d'Owari ont été conservés. Il est probable que Motonaga a été trop loin dans l'exploitation de la province, mais peut-être pas beaucoup plus que d'autres qui ont été assez habiles pour ne pas laisser une plainte arriver à la capitale. De leur côté, les plaignants ont peut-être aussi exagéré les cruautés et malversations du gouverneur. Pourtant, ce texte peut fournir des éléments de description de l'administration des *zuryō*.

- 8 Au x^e siècle déjà, les relations des gouverneurs avec leurs administrés n'étaient pas toujours bonnes : les cas d'attaques contre la personne de gouverneurs n'ont pas été inconnus, on peut en recenser neuf (qui sans doute ne sont pas les seuls) sans compter les désordres suscités par Taira no Masakado et Fujiwara no Sumitomo. La plainte, méthode légale, n'était pas inconnue non plus, puisque Miyoshi no Kiyoyuki inclut dans ses propositions de réforme celle de ne pas accepter les plaintes des subordonnés contre leurs supérieurs⁶. Normalement, toute plainte devait suivre la voie hiérarchique et passer par le gouverneur. Si celle d'Owari a atteint la cour, c'est sans doute que, parmi les administrateurs de district ou les notables, il se trouvait des hommes qui, prenant soin des intérêts d'un patron, haut dignitaire ou fonctionnaire de la capitale, pouvaient y trouver des protecteurs. Il existait des liens informels entre les fonctionnaires de tout rang de la capitale et les provinces où déjà des cadets avaient cherché fortune. Il est vraisemblable que ces relations étaient plus nombreuses que ce qu'on peut en voir dans un roman comme le *Genji monogatari*, dont l'auteur cherche manifestement à établir une distance énorme entre les habitants de l'empyrée et le reste des mortels.
- 9 Ce qui est reproché à Motonaga c'est, par divers moyens, d'exiger plus de riz, devenu la principale taxe, qu'il n'aurait dû. Sans entrer dans le détail, on peut dire qu'il lève des taxes qui figurent dans les modèles de budgets provinciaux, assistance aux miséreux, entretien d'établissements religieux, entretien des digues et canaux, salaires des petits fonctionnaires, frais pour les postes officielles, alors que certaines ont disparu. De plus, il garde pour lui les autres. Il lui est reproché aussi de lever le *suiko*, c'est-à-dire l'intérêt du prêt forcé, prêt devenu fictif, mais intérêt bien réel calculé au prorata des superficies cultivées, de le lever sur le volume de prêts indiqué dans les Règlements de l'ère Engi, alors que la quantité était coutumièrement diminuée de moitié environ. Un autre reproche est qu'il ne tient pas compte des différences entre la taxation des rizières anciennement lots personnels viagers et rizières appropriées, et celle des rizières anciennement rizières soumises à redevances, certaines différences permettant une situation un peu meilleure des secondes. De diverses manières, Motonaga a tendance à égaliser les charges au plus haut. Il gagne aussi sur les tributs en nature, notamment pièces de soie et produits divers. En effet, l'habitude avait été prise d'en évaluer le prix en riz. Il suffisait de fixer arbitrairement la valeur de ces produits, de tirer des paysans le riz nécessaire, et de les acheter à un prix plus bas. Il est accusé d'envoyer chez lui à la capitale quantité de riz et de soie. Cependant, il ne faut pas oublier que les administrateurs mettaient souvent dans leurs magasins personnels des biens qu'ils utilisaient ensuite pour la cour.
- 10 Enfin Motonaga se sert principalement dans son administration, non de fonctionnaires locaux régulièrement nommés, mais d'individus choisis par lui, membres de sa famille ou alliés, et surtout d'un groupe d'hommes recrutés par lui, les *rōdō*. Dès leur première apparition dans les textes, un peu avant le milieu du x^e siècle, ils ont vocation à porter les

armes, à jouer un rôle de police dans la province et de protection du gouverneur : le plus souvent la traduction de « valet d'armes » convient. Cependant, le mot s'applique aussi à des hommes utilisés par leur patron pour des tâches administratives, cadastre ou levée des impôts (dans ce dernier cas le fait qu'ils soient armés ne nuit pas). Motonaga a auprès de lui son fils et même des fonctionnaires en disponibilité de la capitale, dont un homme du cinquième rang qui normalement n'a pas le droit de quitter les régions centrales sans autorisation. Des cadets de fonctionnaires moyens n'ont d'autres possibilités de subsister que de trouver de l'emploi comme *rōdō* près de gouverneurs. C'est de ces hommes que Motonaga se sert pour établir le cadastre. Les administrés prétendent qu'ils enregistrent des superficies de rizières supérieures à la réalité, pour pouvoir lever plus d'impôts, et qu'ils font traîner le travail pour vivre sur l'habitant. Ils se livreraient aussi à des violences pour faire entrer les impôts.

- 11 Normalement, le gouverneur effectivement responsable trouve sur place dans la province où il arrive des administrateurs de district et des employés subalternes de la résidence très au courant de toutes les affaires des administrations précédentes. On sait que les administrations locales sont organisées un peu selon le modèle de l'administration centrale, avec ce qu'il est peut-être un peu excessif de nommer bureaux. En fait, leur nombre et leur spécialité varient selon les provinces. Cependant, quatre au moins se trouvent à peu près partout : le bureau des terres, *tadokoro*, qui conserve des registres de rizières avec le nom de leur possesseur, des plans et le résultat des examens faits sur place, le bureau des rentrées fiscales, *saisho*, dont le nom dit bien ce dont il s'occupe, le bureau des documents officiels, des archives, *kumonjo*, et le bureau des affaires générales, *mandokoro*. Un peu par force, un gouverneur doit utiliser aussi bien ses hommes, les *rōdō*, que les hommes du lieu⁷.
- 12 Je retiendrai donc trois points au sujet des *zuryō*, outre qu'ils vont effectivement dans la province qui leur a été confiée, même si souvent, quand elle n'est pas trop éloignée de la capitale, ils n'y résident pas continuellement. Le premier est qu'ils disposent d'une certaine liberté dans la manière de lever les impôts, liberté qu'ils doivent en partie et paradoxalement à une législation surabondante, jamais abrogée et quelquefois incohérente. Mais, inversement, cette même législation les oblige à une certaine rigueur, au moins apparente, donc les porte à commettre quantité de faux registres. Ce qui a fait fleurir une catégorie nombreuse et mal connue de commis aux écritures et autres copistes, tant dans les provinces qu'à la capitale. Reste que, si le gouverneur fournit aux besoins de la cour, qui ne sont pas arbitrairement fixés, mais ne sont pas non plus conformes à ce qui se trouve dans les règlements du début du x^e siècle, il remplit son rôle. Il semble que, jusqu'au premier tiers du xi^e siècle, il puisse lutter efficacement contre les grandes maisons, qui cherchent à étendre leurs biens et à les faire bénéficier d'exemptions, et qu'il soit à peu près en mesure de préserver la capacité contributive de sa province. Le deuxième point est que, peu ou prou, les *zuryō* et leurs hommes font du commerce – les tributs en nature sont très souvent achetés – et que la circulation des marchandises est dirigée par eux, dans une proportion qu'il est difficile d'apprécier avec précision, mais qui est sans doute assez importante. On peut citer, pour illustrer ce point, le *rōdō*, dont il est question dans le *Shin sarugakuki*⁸. Cet homme se met au service de gouverneurs successifs et rassemble dans sa maison de la capitale des biens divers qu'on vient lui acheter. Il est probable que son patron partage une part des bénéfices. Enfin, le troisième point est que les *zuryō* doivent obligatoirement faire des bénéfices en dehors de leur traitement régulier, quand ce ne serait que parce qu'ils salariaient en quelque sorte

eux-mêmes une bonne partie des employés des administrations locales. Cependant, l'exemple de Motonaga montre que, s'ils ne voulaient pas avoir d'ennuis, ils devaient aussi s'appuyer sur les administrateurs de district et les employés recrutés locaux. Il leur fallait donc du tact et de la diplomatie pour tirer le meilleur des deux catégories de subordonnés, les faire vivre en bonne intelligence et veiller à les satisfaire l'une et l'autre. Il faut aussi considérer que beaucoup de *zuryō* n'étaient pas continûment employés durant leur carrière et qu'il leur fallait bien subsister quand ils étaient en disponibilité, ce qui pouvait durer plusieurs dizaines d'années.

Choix des *zuryō*

- 13 Au début de l'époque de Heian, les carrières, d'une part, étaient mixtes avec alternance d'affectations à la capitale et dans les provinces, d'autre part, celles des plus chanceux ou des plus méritants pouvaient s'achever avec l'entrée dans le groupe des hauts dignitaires. Au XI^e siècle, cette possibilité avait presque complètement disparu et une spécialisation, d'ailleurs incomplète, dans l'administration provinciale tendait à se dessiner. Quand un père haut dignitaire faisait obtenir un poste de *zuryō* à un de ses fils, il traçait en quelque sorte par avance sa carrière, qui, au mieux, ne pourrait que s'achever au quatrième rang et dans le gouvernement de grosses provinces⁹. Les postes de *zuryō* étaient très recherchés. Les textes littéraires nous renseignent suffisamment sur l'agitation de la capitale quand arrivait le temps des nominations. On voit dans le *Makura no sōshi* le tableau de la maison d'un candidat ayant quelque espoir, assiégée de visiteurs qui déjà font bombance, tandis que des serviteurs sont envoyés aux portes du palais pour recueillir les nouvelles et les transmettre aussitôt. Quand le bruit des cortèges des hauts dignitaires quittant le palais annonce que la séance de nominations est achevée, quand les serviteurs tardent à revenir et qu'il est annoncé que l'hôte reste ex-gouverneur, la maison se vide et les anciens serviteurs supputent le nombre de postes qui pourront se libérer dans l'année¹⁰.
- 14 En théorie, tout fonctionnaire ayant atteint le cinquième rang et un nombre d'années de service suffisant pouvait présenter une demande, *mōshibumi*, avant une séance régulière de nominations ou quand un poste se libérait. Mais il valait mieux le faire sous le couvert du bureau ou du département dans lequel on avait servi, ou bien après avoir déjà fait ses preuves comme *zuryō*, ou bien après avoir montré un mérite exceptionnel. La présentation d'un empereur retiré ou d'une impératrice, en certains cas, pouvait avoir du poids. Les quatre critères pris en compte pour une nomination étaient donc une présentation par un organe de l'administration centrale, les services accomplis déjà dans l'administration d'une province, la recommandation d'un membre de la maison impériale et une attestation de mérites exceptionnels. Ceci ressort clairement de la liste des *zuryō* nommés au début de 1040 donnée par Fujiwara no Sukefusa. Ce dernier, qui était chef à la Chancellerie privée, avait participé au classement des demandes et connaissait donc parfaitement la situation de chacun des hommes désignés. Il fait état d'individus que leurs services antérieurs rendaient aptes à cette nomination, mais il distingue ceux qui n'avaient pas achevé un temps réglementaire dans leur précédent poste et les autres. Il cite ensuite des hommes qui ont été présentés par l'impératrice entrée en religion et par le prince héritier démissionnaire, ceux qui ont été présentés par les départements des Règlements relatifs aux fonctionnaires civils et de la Population, par la garde des portes

et les secrétariats du ministère et du Contrôle. Un ancien gouverneur retrouve un gouvernement provincial et un homme est nommé pour services exceptionnels¹¹.

- 15 Parmi les facteurs qui étaient pris en compte pour les choix des *zuryō*, je mettrai à part la procédure dite par recommandation d'une impératrice ou d'un empereur retirés, *gokyū*. En fait, ces personnages avaient officiellement le droit de présenter quelqu'un pour une nomination provinciale seulement au grade de fonctionnaire de troisième classe, mais il y a des exemples de présentation pour une nomination de *zuryō*. Ainsi, en 992, la mère de l'empereur Ichijō, après son entrée en religion, fit nommer gouverneur résidant de Sanuki un homme attaché à sa maison en qualité d'intendant. Quand le prince impérial Atsuakira abandonna le rang de prince héritier en 1017, il demanda à conserver le droit de faire nommer un *zuryō*, ce que Michinaga approuva. On a même un exemple d'une telle nomination faite après la mort de l'empereur retiré En'yū¹². Mais il ne semble pas que ce droit ait pu être exercé chaque année et ces nominations ne sont pas fréquentes.
- 16 Il existait certaines règles, non écrites dans un texte officiellement promulgué, en vertu desquelles certains organes de l'administration centrale pouvaient présenter un de leurs membres pour un poste de *zuryō*, selon une périodicité qui variait. Une des premières mentions concernant cet usage se trouve dans une demande de poste de *zuryō* présentée par un fonctionnaire en 977 : il y est fait état des membres de la Chancellerie privée, des secrétaires du ministère et du Contrôle, des fonctionnaires de troisième classe des départements des Règlements relatifs aux fonctionnaires civils, de la Population et du Trésor, du directeur du bureau du Tissage et des membres du bureau de police. Mais un peu plus tard il n'est question dans les séances de nominations que d'un groupe de demandes communiquées aux membres du conseil, celles des secrétariats du ministère et du Contrôle, celles des départements des Règlements relatifs aux fonctionnaires civils et de la Population, enfin celles de la garde des portes pour ses membres fonctionnaires de troisième classe, certains en même temps inspecteurs du bureau de police¹³. Dans tous les cas, ces demandes concernaient des hommes parvenus au cinquième rang.
- 17 Les secrétaires principaux du ministère, *daigeki*, ou les secrétaires principaux du Contrôle, *sadaishi / udaishi*, avaient souvent effectué de longues années de service – vingt ans et plus – d'abord dans des petits postes ne comportant souvent que peu de responsabilités. Ils pouvaient ensuite, après leur promotion au cinquième rang, obtenir le gouvernement de provinces généralement petites ou éloignées, comme Izu, Tosa, Higo ou Chikugo. Par exemple, le membre de la voie du droit, Ono no Fumiyoshi, qui exerça au bureau des secrétaires du ministère de 1007 à 1022 avant d'être nommé à Tosa, ou encore Sugano no Atsuyori, membre de la voie de l'arithmétique, qui après dix-huit ans de service put aller administrer Chikugo¹⁴. Les exemples connus montrent que, chaque année, un fonctionnaire de troisième classe du département des Règlements relatifs aux fonctionnaires civils obtenait une nomination de *zuryō*, mais que le département de la Population, et encore plus la garde des portes, n'étaient pas gratifiés d'un poste chaque année. Il valait mieux essayer de passer au département des Règlements pour prendre son tour, tour que chacun essayait de défendre¹⁵. Les fonctionnaires de troisième classe de ces deux départements, quand ils étaient promus au cinquième rang, avaient aussi la possibilité de passer dans un autre organe de la capitale, mais le poste de *zuryō* était plus recherché. Si l'on considère les cas, on voit mal s'il était attribué immédiatement après la promotion ou s'il fallait que le candidat patiente un peu en position de disponibilité.
- 18 Les gouverneurs ayant déjà administré une province, ceux qu'on appelait les anciens gouverneurs, *kyūri*, étaient assez souvent préférés pour leur expérience, notamment lors

des séances supplémentaires, celles qui avaient lieu de manière ponctuelle, en dehors de la grande séance de nominations du début de l'année. Ils devaient avoir entièrement rendu les comptes de leur précédente administration et avoir obtenu un quitus en bonne forme pour se mettre de nouveau sur les rangs. C'est pourquoi les séances de nominations de la 1^{re} lune étaient précédées de réunions des hauts dignitaires qui accordaient ou non le document définitif, *kōka no sadame*¹⁶.

- 19 L'expression « services exceptionnels », *bekkō*, est un euphémisme, il s'agit purement et simplement de l'achat d'un poste. On utilisait aussi le terme *jōgō*, qui signifie « avoir accompli un acte (méritoire) », cet acte consistant pour un fonctionnaire à assumer sur ses biens propres les frais de construction de bâtiments publics ou d'établissements religieux dont l'entretien incombait à la cour. Pour les petits postes, la vénalité était normale, puisque les empereurs, les princes impériaux, les impératrices et les hauts dignitaires avaient à leur disposition un droit de présentation pour des fonctions provinciales ne donnant aucune responsabilité, mais un statut. Ils vendaient cette présentation selon des tarifs bien connus. Mais, pour la fonction de *zuryō*, le langage était plus acceptable et les pratiques plus cachées et diverses. Un mérite particulier consistait la plupart du temps dans le fait d'assumer la charge de constructions pour la cour ou bien encore de célébrations. Ceci permettait d'être nommé sans avoir auparavant administré une province et sans avoir beaucoup d'ancienneté. Quelquefois un père riche et haut placé s'en chargeait, il semble que ce soit le cas d'un fils du ministre Minamoto no Shigenobu. Cet Akimasa fut nommé gouverneur d'Echizen pour le mérite d'avoir construit le bâtiment du département des Règlements relatifs aux fonctionnaires civils. En 1027, un directeur de l'office de la Bibliothèque est nommé pour avoir préparé des instruments du culte et treize mille images. Il n'était pas impossible qu'un père, même haut dignitaire, négociât sa démission contre une nomination de *zuryō* pour un de ses fils. L'achat direct, monnayé en riz et tissus, des charges de *zuryō* n'est jamais avoué. Les clients qui doivent leur nomination à leur patron lui rendent pourtant des services financiers et, une fois nommés, lui font de gros cadeaux. Il est impossible de ne pas remarquer que, l'année qui suit leur nomination, des gouverneurs apportent ou font porter aux ministres des tissus, des produits de leur province, du riz, et lui amènent des chevaux et des bœufs. Pour donner quelques exemples parmi les plus significatifs, le gouverneur de Sanuki, en 1004, envoie à Michinaga mille deux cents boisseaux de riz et le ministre sort pour voir arriver le cortège des cent soixante voitures. En 1013, le gouverneur nommé l'année précédente à Shinano offre dix chevaux à Michinaga. Le gouverneur nommé en 1010 à Mutsu a fait parvenir au moins vingt-neuf chevaux à Michinaga durant son temps de charge, dont vingt l'année qui a suivi son arrivée dans la province. Mais le mot de *baikan*, « achat de la charge », n'est utilisé que pour des charges mineures et souvent dépourvues de toute responsabilité. Il est pourtant un cas assez pittoresque, celui d'un général chargé de la pacification dans le Nord qui, en 1014, fit parader par la ville devant une grande affluence de badauds un cortège de vingt chevaux, certains tout harnachés, ainsi que des porteurs de carquois, plumes, poudre d'or, tissus de soie, bourre de soie, toile, tout cela en grande quantité et offert à Michinaga. C'était destiné à payer son décret de nomination, et Sanesuke de déplorer que ce soit un temps où les fonctions s'achètent¹⁷.
- 20 Si l'on regarde de plus près ce qui se passait avant la séance de nominations, on voit que très souvent les candidats avaient informé ministres et hauts dignitaires de leurs souhaits, soit qu'ils aient fait parler pour eux par un familier du grand personnage, soit

qu'ils se soient présentés en personne chez lui. Sanesuke, à plusieurs reprises, énumère les visites de solliciteurs qu'il reçoit. Les candidats non seulement cherchaient à présenter un dossier de candidature solide, mais encore ils faisaient en sorte d'obtenir une recommandation écrite, sous forme d'une apostille. S'ils répondaient aux critères demandés pour postuler, même si le succès n'était pas assuré parce que les candidats valables étaient nombreux, il n'était pas mauvais pour eux d'introduire une demande pour prendre rang. Fujiwara no Sukefusa, en sa qualité de chef à la Chancellerie privée, se trouvait au centre des préparatifs des *jimoku*, ou séances de nominations, la principale – celle du début de l'année – durant environ trois jours. Chaque jour, il recevait les dossiers de demandes qui allaient faire l'objet des délibérations. Ces documents avaient au préalable été vus par les bureaux, en l'occurrence le secrétariat du ministère, qui pouvait en arrêter un, non sur le fond, mais sur la forme. Sukefusa classait, mettait en rouleaux les demandes, et il joignait à chacun une feuille ou grande étiquette indiquant brièvement le contenu du dossier. S'il s'agissait de postes de petits fonctionnaires, la plupart du temps, ils ne soulevaient pas de discussions. En revanche, les demandes pour des postes de *zuryō* ou de fonctionnaires importants de la capitale avaient été vues déjà par le grand chancelier. Elles étaient examinées le dernier jour. Les hauts dignitaires se mettaient d'accord et les propositions de décisions étaient envoyées à l'empereur. Il arrivait que l'empereur ait la possibilité d'un choix, mais généralement il recevait autant de propositions qu'il y avait de postes à pourvoir. D'une manière générale, le premier personnage de la cour était assuré de faire passer les candidats qui lui convenaient, mais il restait un peu d'espace pour les autres hauts dignitaires. Notamment, quand un haut dignitaire voulait faire nommer un fils ou un proche parent, il joignait à la demande ce qu'on appelait un rapport de demande adressé à l'empereur, *konsō*¹⁸. Les notes journalières des hauts dignitaires, Michinaga, Sanesuke et Sukefusa, donnent assez souvent un aperçu des discussions pour le choix de *zuryō*.

- 21 En 1006, à l'occasion d'une vacance, un seul poste est à pourvoir. Il y a trente demandes et Michinaga considère qu'il ne faut en présenter que quatre à l'empereur, trois d'anciens gouverneurs et une d'un homme pouvant arguer de mérites. Dans la discussion qui s'ensuit au conseil, il n'est plus question que d'anciens gouverneurs, tous en règle, mais dont deux sont depuis longtemps en disponibilité. Le tiers ministre refuse un candidat et y fait substituer un autre homme. Quand l'empereur est mis au courant de cette première sélection, il s'étonne de ne pas retrouver les noms d'individus qui lui avaient été présentés comme candidats possibles lors de précédentes nominations. La discussion reprend et, finalement les hauts dignitaires incluent dans les quatre noms proposés celui d'un candidat malheureux une fois précédente et celui proposé par Kinsue, qui s'obstine alors que l'homme qu'il soutient dit n'être pas candidat. Contrairement aux apparences, tout cela n'est pas absolument une comédie. Pourtant, la conclusion est que Michinaga va seul auprès de l'empereur lui proposer quatre noms et revient avec la nomination du seul candidat qui n'a pas été nommé lors de la discussion et qui est manifestement celui qu'il soutenait depuis le début, quoiqu'il semble s'être tu durant la délibération. Une autre petite séance de nominations, en 1014, racontée par Sanesuke, montre aussi quelque peu le dessous des cartes. Deux postes doivent être pourvus et il y a beaucoup de demandes. Les hauts dignitaires délibèrent sous la présidence de Michinaga et du tiers ministre Kinsue. Ils retiennent sept demandes, dont une pour mérites exceptionnels ; Michinaga la fait immédiatement écarter. Le poste d'Echigo qui était tenu par le père de Murasaki Shikibu, Fujiwara no Tametoki, démissionnaire, est accordé à Fujiwara no Nobutsune,

neveu de Tametoki, et Sanesuke soupçonne que ce dernier avait négocié l'affaire avant de démissionner, cas dont il devait y avoir d'autres exemples¹⁹.

- 22 Souvent mais pas toujours, les choix avaient été discutés de façon informelle avant les réunions du conseil et l'avis du principal personnage de la cour était officieusement connu. Le candidat nommé, en 1006 dont il est question ci-dessus était un client, *kenin*, de Michinaga et la plupart des candidats nommés sinon tous étaient soit des fonctionnaires de la maison d'un ministre ou d'un haut dignitaire, *keishi*, soit un client. C'est parmi les fonctionnaires de la maison de Michinaga qu'on trouve les plus belles carrières. Le cas le plus éclatant est celui de Fujiwara no Korenori. Il atteignit le cinquième rang en 985, vers vingt-deux ans, après un stage au département du Trésor ; il entama une carrière de *zuryō* en 1001 et enchaîna Inaba, Ka.i, Ōmi. Il était membre de la maison de Michinaga qui le plaça dans celle de son premier petit-fils le futur empereur Goichijō. Il fut promu au quatrième rang supérieur mineur en 1013 comme *keishi* de Michinaga. Autre marque de confiance de son patron, il fut nommé adjoint de la maison du prince héritier futur Gosuzaku tennō. Vers 1020, il fut nommé gouverneur de Harima et, couronnement de sa carrière, en 1023 il fut élevé au rang d'auditeur non participant au conseil et envoyé comme adjoint principal du gouvernement général de Kyūshū, alors que le gouverneur, *sochi*, venait de mourir. Un nouveau gouverneur ne devait être nommé qu'en 1029, et Korenori eut donc l'entière responsabilité de l'administration de Kyūshū de 1023 à son retour en 1029, chargé, selon Sanesuke, de richesses fruit de ses rapines²⁰.
- 23 Si l'on considère la répartition des *zuryō* selon l'origine familiale, les Fujiwara, comme il est normal, fournissent un peu moins de la moitié, Minamoto, Taira, Tachibana, Takashina, Ōe et Sugawara à eux tous n'atteignent pas le nombre des Fujiwara. Enfin, il existe un groupe de divers, issus des secrétaires. La majorité des *zuryō* n'ont eu qu'une seule affectation, ceux qui en ont eu plus de trois sont très minoritaires. Un des champions du début du XI^e siècle est Minamoto no Yorinobu qui gouverna six fois une province. Les *zuryō* considérés comme aptes au maintien de l'ordre, des Taira, des Minamoto, étaient souvent nommés dans l'Est et le Nord, ainsi qu'à Kyūshū. Mais les hauts dignitaires se méfiaient d'eux : Sanesuke fit changer, en 1019, l'affectation de Minamoto no Yorinobu de Tōtōmi à Iwami. Or jusque-là ce gouverneur n'avait reçu que des postes dans l'Est²¹.
- 24 La nomination prononcée, les heureux nommés allaient présenter leurs remerciements. Les compliments achevés, les *zuryō*, devaient obtenir leur décret de nomination, *ninpu*, document qui doit porter le grand cachet et normalement nécessite quelques procédures. En particulier, pour recevoir cette pièce, il leur fallait présenter une décharge émise par l'organe dans lequel ils servaient précédemment. Mais la plupart du temps les nouveaux nommés demandaient à être dispensés de se faire délivrer cette décharge. En effet, un texte de 1044, dans lequel un directeur de l'office du Nettoyage nommé *zuryō* demande à recevoir son décret sans montrer de décharge, est assorti d'une consultation. Il en ressort que les hommes titulaires de fonctions de l'administration centrale ne comportant pas de responsabilités financières n'ont pas besoin de décharge. Quant aux anciens *zuryō*, le quitus reçu lors de leur précédente reddition de comptes devait suffire²². Pourtant, suivant les errements habituels de l'administration ancienne, l'obligation de présenter une décharge n'a pas été abolie : les nouveaux nommés, pour obtenir le décret qui leur permettait de partir prendre leur fonction, devaient faire diverses démarches préliminaires pour être dispensés de se la procurer.

- 25 Une fois la nomination reçue, les *zuryō* préparaient leur voyage. Ils allaient prendre congé des ministres et hauts dignitaires leurs protecteurs, qui pouvaient leur offrir soit un cheval, soit des vêtements. Pour certains *keishi* appréciés de leur patron, une petite réception était organisée avec composition de poèmes, ce qui est un rappel des mœurs des fonctionnaires chinois. Femmes et enfants pouvaient être du voyage, les épouses, surtout si elles servaient au palais, étaient elles aussi gratifiées par ministres et impératrices²³. À l'occasion du départ de l'une de ces femmes, fonctionnaire des services féminins du palais, Michinaga ajoute qu'elle fait preuve d'une mâle détermination. Mais il me semble que c'est plutôt parce qu'elle abandonne la vie de la cour pour la province et non parce que le voyage était spécialement dangereux.

Arrivée dans la province et rapports avec les administrés

- 26 Les devoirs, principalement protocolaires, des *zuryō* à l'arrivée dans la province, sont énumérés dans un texte en quarante-deux articles, non daté mais antérieur à 1132. Certaines des indications qu'il donne correspondent à ce qui se faisait déjà au XI^e siècle. Ces devoirs peuvent être regroupés sous trois rubriques. La première concerne le voyage et l'arrivée dans la province, le choix de jours fastes pour le départ de la capitale, le passage de la frontière, l'installation à la résidence, le début du travail. La caravane compte plusieurs dizaines de membres ; il convient donc de faire préparer à l'avance les étapes et de faire en sorte que les valets d'armes se conduisent bien. La visite au sanctuaire principal de la province, le salut des hommes employés de l'administration locale, qui viennent se présenter et apportent au nouveau gouverneur le cachet et les clefs des magasins provinciaux, achèvent l'installation. La deuxième rubrique est relative à la passation des pouvoirs, si du moins l'ancien gouverneur a attendu son successeur. Quoi qu'il en soit, le nouveau a le devoir de prendre connaissance des archives et d'inspecter les magasins pour voir si ce qui s'y trouve correspond à ce qui est porté dans les registres, d'une manière générale d'examiner la gestion de son prédécesseur, de façon à ne pas être responsable des arriérés et manques laissés par lui. La troisième rubrique traite de la conduite du bon gouverneur : il doit bien connaître les capacités de ses subordonnés, garder ses distances à l'égard de tous, être économe, bien choisir celui qui est son bras droit et le remplace quand il est absent, son *mokudai*, ne pas utiliser de *rōdō* du cinquième rang, avoir dans son personnel de bons calligraphes, un moine efficace et un ou deux bons guerriers, ceci malgré le fait que le bon gouverneur, *ryōri*, ne doit normalement pas se servir de la force. Ces conseils, à la différence des décrets du ministère des VIII^e et IX^e siècles, ont un caractère très général et ne traitent en aucune façon concrètement de la manière d'administrer les provinces²⁴.
- 27 En fait, le bon *zuryō* est celui qui sait répondre aux circonstances, maintenir l'ordre et satisfaire la cour par ses livraisons et éventuellement par des rapports et des registres satisfaisants. Il lui faut aussi éviter les conflits avec les habitants de la province ou, ce qui peut arriver, avec les provinces voisines. On peut citer dans la période considérée un certain nombre, mais pas considérable, de gouverneurs assassinés ou assassins, quelquefois pour raisons privées, mais cela ne dépasse pas quelques unités. En revanche, des conflits entre gouverneurs et notables locaux bien appuyés et entre gouverneurs et grands établissements religieux, sans être très nombreux, ont existé. Un exemple

intéressant est le cas de la province de Nagato, car il montre que les notables locaux, d'ailleurs munis de petits postes, peuvent fort bien être connus des hauts dignitaires et sont loin d'être démunis face aux gouverneurs. En 1008, le gouverneur revient à la capitale et se plaint d'un notable local qui l'a assiégé dans sa résidence et a blessé trois de ses valets d'armes. L'homme est convoqué à la capitale pour interrogatoire et l'affaire en reste là car il est pardonné, selon Sanesuke, sur intervention de Takashina no Naritō, un client, *kenin*, très bien vu de Michinaga. Or au début de 1018, le fils de Naritō, Naritoshi, gouverneur de Nagato est destitué sur plainte d'un membre du bureau des Métaux, fils du notable local de 1008. Sanesuke s'étonne que la destitution ait été prononcée sans que l'affaire ait été examinée au fond et sans la moindre consultation de juristes, et il ajoute que le notable local avait l'habitude d'offrir des bœufs chaque année à Michinaga²⁵.

- 28 La position du gouverneur du Yamato où le Kōfukuji possédait beaucoup de terres était difficile. Mais du temps de Michinaga le gouverneur n'a pas été sacrifié aux moines. Il n'en fut pas de même plus tard dans le XI^e siècle. Le cas de Minamoto no Yorichika montre combien il était plus grave pour un gouverneur d'avoir affaire à un établissement religieux qu'à un simple administré. En 1017, responsable de la mort d'un homme, il perdit son poste de gouverneur d'Awaji. Il avait été l'instigateur du meurtre, ce que tous les hauts dignitaires savaient. La loi pénale punissait l'incitation au meurtre, mais il ne fut pas poursuivi et continua sa carrière. Au début de 1050, alors qu'il était gouverneur du Yamato, il subit une attaque du Kōfukuji qu'il repoussa vigoureusement et qui laissa plusieurs moines sur le carreau. Moins d'une lune plus tard, il fut condamné à l'exil. Ce fait illustre bien la difficulté de venir à bout des grands temples du Yamato du temps de Fujiwara no Yorimichi. Au *dazaifu*, les relations entre les gouverneurs des provinces et l'administration du gouvernement général n'étaient pas toujours harmonieuses. De plus, la présence de grands établissements religieux, Usa et le Kanzeonji, a souvent créé des difficultés au gouverneur général ou à son adjoint²⁶. L'administration voulait contrôler la gestion des foyers concédés à ces sanctuaire et temple, mais ces derniers cherchaient à les transformer purement et simplement en domaines exemptés.
- 29 Les gouverneurs, comme il est arrivé à Motonaga, risquaient d'être l'objet d'une plainte des administrateurs et notables locaux. De 987 à 1041, un recensement peut-être incomplet fournit onze plaintes, *urei*, arrivées à la capitale et dont un écho est parvenu jusqu'à nous, et au moins quinze lettres de satisfaction des administrés, dites « bonnes lettres », *zenjō*. Ce type de document ne garantit pas que le gouverneur gouverne avec sagesse et modération, mais seulement qu'il est capable de le susciter chez certains de ses administrés. On a même vu en 1014 le gouverneur de Kaga, au sujet duquel une plainte en trente-deux articles rédigée par des administrateurs de district a été présentée à la capitale, arriver peu après escorté d'autres administrateurs de district (ou peut-être les mêmes qu'il avait entre-temps retournés) certifiant l'intégrité de sa conduite. De même en 1019, les habitants de Tanba, deux lunes après être venus se plaindre de leur gouverneur, viennent porter à la porte du palais une bonne lettre²⁷. En plus de soixante ans dans un pays qui compte plus de soixante provinces, le nombre des plaintes des administrés n'est pas considérable. On remarque qu'elles concernent surtout des provinces assez proches, celles où les hauts dignitaires avaient peut-être le plus d'intérêts et donc connaissaient certains notables locaux ; dans celles de l'Est et du Nord les conflits se réglaient, semble-t-il, souvent sur place. C'est ce qui ressort d'une note de Fujiwara no Sanesuke du début de 1024. Il apprend que la maison du gouverneur de Tanba, à qui, paraît-il, la population de la province reproche sa cruauté, a été incendiée par un groupe

de cavaliers, et écrit en conclusion que la capitale adopte les mœurs de l'Est. Le même Sanesuke, à l'occasion d'une plainte présentée en dehors des formes habituelles, nous informe que les plaintes des habitants, sans être légales, étaient tolérées par l'usage. En 1028, les nuits de la capitale furent troublées par les hurlements d'habitants de la province de Tajima autour de la résidence du grand chancelier, ce qui fait dire à Sanesuke, surpris de cette conduite, que de toujours il est passé en précédent que les habitants viennent présenter leur plainte de jour à la porte du palais. En réalité, il n'y avait pas eu de plainte écrite, car toute l'affaire était fomentée par un *kenin* de Sanesuke. Cet homme avait des biens en Tajima, d'où son conflit avec le gouverneur²⁸. Des onze plaintes connues, quatre seulement ont entraîné la révocation du gouverneur, mais sans autre sanction²⁹. Pour les autres, soit le gouverneur a été maintenu³⁰, soit on ne connaît pas le résultat³¹. Il est certain qu'un conflit avec un grand établissement religieux était beaucoup plus dangereux pour un *zuryō* qu'une plainte de ses administrés : en ce dernier cas, au pire il quittait son poste un peu plus tôt. De plus, beaucoup de ces affaires semblent entremêlées de conflits locaux dans lesquels le gouverneur n'a pas su habilement naviguer. Au total, une plainte des habitants n'était peut-être pas très grave pour un gouverneur et la plupart du temps ne sonnait pas la fin de sa carrière.

Sortie de charge et reddition des comptes

- ³⁰ Au bout d'un nombre d'années qui varie de deux à cinq, un gouverneur doit songer à laisser sa charge et à préparer sa reddition de comptes. Cependant, certains demandaient un renouvellement, *chōnin*, ou une prolongation, *ennin*, sans doute pour arriver au moment de la reddition de comptes de façon plus favorable. La procédure propre à obtenir cette faveur était en principe définie, mais en fait elle était fréquemment tournée, et l'auteur du *Hokuzanshō* avoue son hésitation, car les précédents se contredisent³². En principe, pour un renouvellement, il fallait figurer sur une liste de nominations (ce qui sous-entend un examen de la gestion précédente), ce qui n'était pas nécessaire pour une prolongation. Toujours selon le *Hokuzanshō*, pour obtenir une prolongation, il fallait avoir satisfait aux obligations fiscales de la province, ou bien rétabli une province ruinée ou bien encore avoir subi l'incendie du siège du gouvernement provincial en fin de charge. Au début de 1006, le gouverneur de Harima demande un renouvellement : son cas est examiné par les hauts dignitaires, certains considèrent qu'aucun renouvellement ne peut être accordé si la gestion précédente n'a pas été examinée, mais ce gouverneur fait une proposition intéressante à un moment où il faut reconstruire le palais – il s'engage à reconstruire deux pavillons du palais. Les hauts dignitaires ajoutent encore un bâtiment et lui octroient son renouvellement. En 1026, Fujiwara no Yorimichi, alors grand chancelier, sait qu'il existerait une règle d'examen de la gestion précédente pour obtenir un renouvellement, à un moment où le gouverneur d'Ōmi en fait la demande. Cependant, ledit gouverneur ayant reconstruit le pont de Seta, la procédure est simplifiée et un décret du ministère est émis pour l'autoriser à faire un nouveau terme. Vingt ans plus tôt, le gouverneur de Tanba avait été renouvelé au moyen d'un ordre impérial, document émis sans application du cachet. En fait, dans tous les exemples connus du début du XI^e siècle, le demandeur soit a déjà offert des constructions en faveur de la cour, soit en promet³³. En vérité, on a grand mal à vérifier le nombre d'années passées dans leur province par les *zuryō* ; on a l'impression que certains demandent une prolongation alors qu'ils n'ont pas achevé un terme.

- 31 Il semble que ces demandes de prolongation plus ou moins longue, de deux à quatre ans, aient en partie pour but de donner du temps au partant pour préparer sa reddition des comptes. Selon les règles anciennes, un gouverneur ne pouvait retourner à la capitale avant l'arrivée de son successeur, l'examen complet de la situation de la province et la signature par les deux, l'ancien et le nouveau *zuryō*, d'une décharge, *geyujō*. Pour qu'une telle pièce pût être établie, il fallait que l'état des édifices publics et religieux fût satisfaisant, que les réserves permanentes de riz fussent complètes, que les reçus indiquant que toutes les obligations fiscales avaient été remplies pussent être présentés et que les registres le prouvant aient été vérifiés et approuvés. Alors seulement le prédécesseur pouvait retourner à la capitale. Comme cette situation idéale n'était jamais réalisée, qu'en cent vingt jours le prédécesseur ne pouvait achever de tout régler et qu'il ne pouvait rester dans la province, les deux hommes se contentaient de noter ce dont celui qui partait restait redevable et ils signaient un document donnant la cause de la non-délivrance d'une décharge, *fuyogeyujō*. Quelquefois, notamment au XI^e siècle dans une situation d'urgence, le successeur donnait seulement une décharge, en quelque sorte décharge *pro forma*, *honnin geyu* ou encore *honnin hōkan*, et le prédécesseur pouvait retourner à la capitale avant qu'il ne fût procédé à l'examen de l'état de la province. Celui-ci se faisait plus tard et à la capitale, sur documents écrits. D'une manière générale, les *zuryō* remplacés se contentaient d'un document remplaçant la décharge pour pouvoir revenir à Heiankyō³⁴. Les hommes qui étaient réclamés à la capitale revenaient seulement munis d'une décharge *pro forma* : par exemple, en 1014, l'empereur Sanjō était malade et on appela en hâte à la cour le gouverneur d'Ōsumi qui était médecin. Il arriva avec un document le déchargeant de sa charge provinciale, *honnin hōkan*, document que Sanesuke avait lui-même demandé au successeur de donner, afin que le médecin pût entrer au palais et donner des soins à l'empereur. Au début du XI^e siècle, on tenait à garder les formes et, toujours en 1014, Michinaga désirait que le lettré qui donnerait sa première leçon au prince héritier, son petit-fils, fût Fujiwara no Hironari qu'on fit revenir d'Iyo, mais le successeur ne donna pas le *honnin geyu*. Hironari était à la capitale, mais, avec colère contre le successeur, Michinaga s'abstint de l'employer au palais, car il n'était pas en règle. Mais un peu plus tard, du temps de Yorimichi, grand chancelier, Sanesuke eut plusieurs fois l'occasion de critiquer l'emploi immédiat d'hommes revenus sans le sésame qu'était le *honnin hōkan*. Un ancien gouverneur de Mino vint prendre le poste d'adjoint de la maison du prince héritier sans ce document et un ancien gouverneur de Dewa reçut un poste à la Bibliothèque du palais et un autre dans la maison du grand chancelier, ce qui fit dire à Sanesuke que cela n'était pas conforme à la loi de la cour³⁵. Le retour à la capitale était toujours possible, mais la décharge *pro forma* était en principe nécessaire pour occuper une fonction de l'administration centrale. En revanche, un quitus définitif était demandé pour briguer un nouveau poste de *zuryō*.
- 32 À sa sortie de charge, en principe, un gouverneur a pu définir avec son successeur, ce qui restait de sa responsabilité, dégâts à réparer, arriérés à combler, de façon à éviter tout contentieux, ce qui d'ailleurs n'était pas toujours possible. Si les formalités de relève s'étaient révélées difficiles par suite de mésentente ou plus simplement parce que le prédécesseur était mort ou entré en religion ou revenu trop vite, le nouveau gouverneur demandait l'envoi d'un inspecteur chargé de la relève, *kōtaishi*³⁶, qui établissait un registre de la relève.
- 33 Revenu à la capitale, muni du document tenant lieu de décharge, le gouverneur commençait à négocier avec les organes de contrôle qu'étaient les offices des Comptes et

des Ressources publiques. Il lui fallait pouvoir présenter les reçus de trois catégories de registres, ceux prouvant que les bâtiments publics, siège du gouvernement provincial et magasins, ainsi que les temples provinciaux et les sanctuaires inscrits, étaient en bon état, ceux prouvant que tous les impôts avaient été acquittés, que ce soit ce qui était dû à la cour aussi bien que ce qui était payé aux bénéficiaires de foyers concédés, enfin ceux des réserves provinciales. Ce qui est notablement moins que ce qui est inscrit dans les Règlements relatifs aux relèves. Il était nécessaire de pouvoir présenter les décrets autorisant des remises de taxes ou la diminution des ressources publiques ou encore l'autorisation de ne pas remonter au-delà de la dernière année de charge du prédécesseur, donc de ne pas avoir à répondre de dizaines d'années d'arriérés. Après examen, les offices examinateurs et le bureau d'Examen des décharges produisaient une sorte de grande synthèse, en une consultation, quelquefois appelée grande consultation, *daikanmon*. Mais ce n'était pas sur la consultation seule que les hauts dignitaires statuaient. En fait, ils disposaient de tout le dossier, reçus, consultations et pièces justificatives, notamment ce qu'on nommait *zokubun*, c'est-à-dire, outre les décrets divers obtenus par le gouverneur durant son temps de charge, des extraits de précédents relatifs à la gestion de prédécesseurs³⁷.

- 34 Il appartenait au gouverneur lui-même de constituer son dossier et de prouver qu'il avait satisfait à toutes ses obligations. Il introduisait alors une demande de quitus définitif. Le dossier était d'abord remis à l'empereur qui l'envoyait aussitôt au Contrôle. Cet organe se chargeait d'une première vérification, s'assurant que le dossier était complet et à ce stade pouvait en arrêter un. C'est ainsi qu'en 1003, le grand contrôleur Fujiwara no Yukinari retira des dossiers à examiner par le conseil celui d'Ōnakatomi no Sukechika car il y manquait une pièce jointe. Il le regretta ensuite, car son zèle ne plut pas à Michinaga qui protégeait Sukechika. Les hauts dignitaires se réunissaient, en général juste avant ou même dans les matinées des jours de séances de nominations, pour décider sur les dossiers qui leur étaient présentés. Il semble qu'il y avait pour chacun un rapporteur. Cette procédure aurait commencé au début du xe siècle. Le manuel de protocole de la fin du XI^e siècle, *Gōke shidai*, décrit ces séances, en général présidées par un grand conseiller. Des membres du Contrôle sont présents, notamment comme lecteurs, et le secrétariat de séance est assuré par un auditeur. Les principaux points considérés pour chaque dossier sont la gestion du riz provincial, le riz des réserves permanentes, le riz étuvé et séché, l'acquittement de la part consolidée des taxes, l'état des sanctuaires et des temples provinciaux. Or il existe dans le *Chōya gunsai* un document daté de 1072 qui est la demande de quitus d'un gouverneur, document dont il n'est pas exclu qu'il ne soit qu'un modèle. On y trouve les rubriques suivantes : reçus pour quatre années de présentation d'une série de registres, reçus pour livraisons annuelles de la part consolidée de l'impôt, soit par année cinq mille quatre cents gerbes, certificats prouvant que chaque année trois cent boisseaux de riz ont été mis en réserve et que de nouvelles rizières ont été créées, d'une superficie (dérisoire) de un *tan* cent trente *bu*, preuves que des édifices religieux ont été réparés, ce point figurant dans le document tenant lieu de décharge, enfin annonce de diverses constructions pour le palais sans utiliser les ressources publiques, donc sans doute assumées par le gouverneur lui-même. Le demandeur précise qu'il a trouvé la province en mauvais état et l'a rétablie. Dans la première rubrique, quantité de registres, de la population, du tribut en nature, de l'envoyé à l'assemblée impériale, des greniers de charité, du riz des ressources publiques, des prêts publics de riz, de la taxe foncière et de la taxe foncière des foyers concédés, sont énumérés ; beaucoup ne peuvent à cette date qu'être des registres factices, puisqu'il y avait longtemps que, par exemple,

les greniers de charité n'existaient plus. On sait par le *Chōya gunsai* qu'au XII^e siècle au moins il existait à l'office des Comptes et à celui des Ressources publiques des copistes chargés de confectionner en nombre des registres pour des provinces³⁸. Quoique la chose ne figure pas dans l'article du *Gōke shidai* relatif à la séance de décision sur les gestions des gouverneurs, il semble qu'avoir offert à la cour des constructions soit un point important.

- 35 Lors des séances d'examen des gestions, un ou plusieurs cas pouvaient être traités, souvent de trois à cinq. En dépit d'une préparation qui devait être bonne, il arrivait qu'un dossier fût retenu et que le demandeur ne pût recevoir son quitus que l'année suivante. Il fallait au moins environ un an dans le meilleur des cas pour recevoir un jugement favorable. Mais il existe des exemples de durées beaucoup plus longues. Un gouverneur d'Ise qui a démissionné, en 1006 n'obtient un quitus définitif qu'en 1013 ; et il y a des exemples de jugement prononcé trois, quatre, cinq ans après la sortie de charge. La protection d'un ministre permettait quelquefois d'obtenir une décharge définitive du conseil malgré un dossier insuffisant. En 1017, au sujet d'un familier de Michinaga, il y avait une consultation du bureau d'Examen peu favorable ; les hauts dignitaires en séance se regardèrent, mais aucun n'ouvrit la bouche, tous avalèrent leur langue, selon l'expression consacrée, et la gestion de cet ex-gouverneur de Shinano fut déclarée sans reproche. Mais Michinaga ne pouvait pas tout faire : en 1014, un de ses protégés, ex-gouverneur de Bingo, présenta un dossier incomplet ; le conseil des hauts dignitaires était d'avis de laisser passer, mais Sanesuke s'y opposa. Michinaga, mis au courant de l'incident, recula et rejeta la faute sur le Contrôle qui n'avait pas fait son travail. Sanesuke dans ses notes réfuta cet argument, car, dit-il, Michinaga qui est investi de la charge d'examen, *nairan*, a vu lui aussi le dossier. L'affaire fut réglée quelques lunes plus tard³⁹.
- 36 Démissionner n'exemptait pas le gouverneur de l'obligation de rendre des comptes, alors que, s'il mourait en fonction, normalement, la cour ne pouvait plus que réclamer les arriérés éventuels de sa gestion à son successeur. Un gouverneur destitué pouvait, semble-t-il, assez facilement esquiver les difficultés d'une non-livraison de produits attendus par la cour : Minamoto no Yorichika, gouverneur d'Awaji, fut destitué en 1017 pour avoir été mêlé à une querelle et responsable de la mort d'un homme. À la fin de l'année, Sanesuke, qui s'occupait des affaires de la princesse vestale de Kamo, lui réclama la soie qu'il n'avait pas livrée en 1017 et trouva étrange qu'il réponde que la cour ne lui avait pas donné ordre de payer en 1017. On ne sait d'ailleurs comment l'affaire a fini, mais il semble bien que Yorichika n'a pas réglé cette dette. Il a cependant pu avoir son quitus en 1019⁴⁰.
- 37 Le cas des gouverneurs qui se faisaient moines en cours de charge est plus compliqué. Cette entrée en religion pouvait être en quelque sorte accidentelle, à l'occasion d'une maladie. C'est ce qui arriva à Minamoto no Kunitaka, qui n'avait pas réglé ce que sa province devait à la princesse vestale de Kamo. Sanesuke le pressa de payer, mais Kunitaka chercha des échappatoires. Le problème posé par un homme entré en religion était double : tout d'abord il n'était plus civilement responsable et ne pouvait plus utiliser son nom personnel et le cachet de la province ; en second lieu, et de plus en plus après le premier tiers du XI^e siècle, chacun savait que beaucoup de postes de *zuryō* avaient été attribués par suite d'un engagement personnel du candidat de faire sur ses biens propres (d'ailleurs souvent acquis dans l'exploitation de la province pour le compte de la cour) des travaux pour la cour. Dans ces conditions, la responsabilité de l'épouse et des enfants était engagée et il semblait légitime de les obliger à payer, en vertu du mélange, dans les magasins des gouverneurs, de biens privés et publics, ces derniers destinés en partie à

satisfaire les demandes de la cour. En 1025, Sanesuke entama une discussion avec Michinaga par Yorimichi interposé au sujet de trois gouverneurs entrés en religion sans avoir achevé de régler ce qu'ils devaient. Un premier ordre avait été émis pour faire payer les descendants, *shison*. Michinaga, consulté, préféra faire tomber l'obligation sur *goke*, avec pour argument que l'épouse savait mieux que les enfants où se trouvaient les biens du gouverneur devenu moine (biens qui ne pouvaient être que mobiliers, riz, tissu, huile, dispersés entre plusieurs magasins et donc faciles à dissimuler). Sanesuke accepta à contrecœur cette nouvelle formulation. Même si *goke* a généralement au XI^e siècle le sens de veuve ou épouse laissée à la maison d'un homme entré en religion, il peut aussi désigner à la fois la veuve et les enfants.

- 38 Le cas des gouverneurs morts en cours de charge a commencé aussi à se poser dans les mêmes termes que celui du gouverneur entré en religion. Mais il apparaît que, veuve ou enfants, l'obligation de compléter les arriérés était décidée largement de façon arbitraire. Fujiwara no Sukefusa en fit l'expérience quand, en 1039, mourut son beau-père qui n'avait pas achevé un terme de gouverneur de Mimasaka. La veuve, bien vue du grand chancelier Yorimichi, se fit accorder un messenger pour ramener à la capitale les biens laissés par le gouverneur dans la province et fit courir le bruit que les fils avaient pillé un magasin de leur père, de sorte que Yorimichi aurait ordonné de faire payer des arriérés par les fils. Cette affaire donna à Sukefusa l'occasion de citer les cas de deux gouverneurs entrés en religion, et continuant à jouir de leurs biens sans qu'il ne leur soit rien demandé ni à leur famille : Fujiwara no Chikatada gouverneur de Mino, sans doute fonctionnaire de la maison de Yorimichi, et un certain Tameyori, dont on ne sait rien de plus⁴¹. Les difficultés de Sukefusa montrent en tout cas que la fortune des gouverneurs est largement mobilière et assez facile à dissimuler, notamment par le dépôt de richesses dans des magasins de subalternes, comme les valets d'armes.

Conclusion

- 39 À l'aide d'exemples qui auraient pu être multipliés, j'ai essayé de montrer comment, à l'apogée des régents et grands chanceliers Fujiwara, les gouverneurs résidants, souvent clients de hauts dignitaires, exerçaient des fonctions de première importance, puisque d'eux dépendaient le maintien de l'ordre dans le pays, ainsi que le financement de la vie matérielle, des activités culturelles et mondaines de la cour. Ils apparaissent souvent dans les notes journalières des ministres et autres hauts dignitaires, certains d'entre eux sont d'ailleurs fils de ministres. Les plus hauts personnages du moment, Michinaga et Sanesuke en tête, étaient petits-fils de gouverneurs et avaient passé leurs premières années chez leur grand-père. Ils recherchaient encore pour leurs fils l'alliance de filles de *zuryō*. Fujiwara no Sanesuke négocia lui-même les mariages de son fils adoptif Sukehira et de son petit-fils Sukefusa avec des filles de gouverneurs, pour qu'ils fussent entretenus par leur beau-père. Pourtant, avec la génération de Yorimichi, les fils de ministres et de grands conseillers ont, de préférence, pris femme dans les maisons de princes impériaux et de hauts dignitaires, consacrant ainsi la fermeture du noyau central de la cour. Mais l'absence de fils héritier né de l'épouse principale en a conduit certains à assurer leur descendance par une épouse secondaire, témoin Morozane, adopté par la princesse épouse de Yorimichi, en fait petit-fils d'un *zuryō* par sa mère, devenu grand chancelier après son père.

- 40 En matière de gouvernement, il ne fait pas de doute que le plus important du travail proprement administratif des hauts dignitaires consistait à bien choisir les gouverneurs, c'est-à-dire à prendre connaissance des candidatures et des dossiers de reddition de comptes, lors des séances de nominations. Ils savaient bien, en effet, que toute la vie de la cour – les constructions de palais et de temples, l'organisation de célébrations – reposait sur l'habileté des gouverneurs dans la gestion des provinces. Jusqu'au milieu du XI^e siècle – tant que le développement des domaines n'a pas été tel que leur mission de collecteurs d'impôts n'a pas été trop contrariée et qu'ils ne se sont pas trop heurtés dans leur province à des individus ou à des institutions, comme les établissements religieux, qui par dessus leur tête avaient des liens directs avec la cour – la position des *zuryō* est restée enviable. Beaucoup y trouvaient des satisfactions : joies du commandement, liberté plus grande dans la vie quotidienne, plaisirs d'une vie active, nouveauté des paysages, à Kyūshū rencontre avec des étrangers, distraction de la chasse. Malgré les dangers courus dans les provinces de Kyūshū, assez remuantes et exposées aux menaces venues de la mer, des hauts dignitaires, eux-mêmes, demandaient le poste de gouverneur général, et un Fujiwara no Takaie s'y est comporté fort honorablement face aux attaques des pirates Toi. Le plus grand intérêt des postes provinciaux était sans doute qu'ils permettaient de faire de gros profits à ceux qui étaient assez adroits. Malgré toute leur morgue, les moins bien lotis des hauts dignitaires regardaient cette richesse avec envie. La beauté de la résidence que Fujiwara no Kunitsune se fit construire à la capitale a suscité la mélancolie de Sukefusa quand il la visita en 1054 : « Un homme riche peut se passer toutes ses fantaisies, chaque fois qu'on regarde ces choses on est triste de ne pouvoir réaliser ses vœux. » Il est vrai que tous les gouverneurs ne réussissaient pas aussi bien et n'étaient pas si opulents⁴².
- 41 En dépit de la présence si importante des gouverneurs résidant dans la société de Heian et de leur rôle essentiel dans l'administration du pays et dans la vie même de la cour, l'univers romanesque de Murasaki Shikibu, fille, sœur, cousine, épouse de *zuryō*, ne leur fait pas une grande place. Ils apparaissent brièvement, soit comme possesseur d'une résidence où le Genji va faire une conversion de direction et au passage s'intéresser aux femmes de la maison, soit entré en religion comme l'ex-gouverneur de Harima, animé d'une ambition assez déraisonnable pour sa fille, ou encore, silhouettes anonymes, venues s'occuper des travaux chez le héros du récit. Le seul qui fasse l'objet d'une description un peu développée, le gouverneur de Hitachi, mari de la mère d'Ukifune, est un des personnages les plus ridicules, nouveau riche grossier et dénué de goût. Malgré une origine qui n'était pas si basse, la vie parmi des populations considérées comme frustes et la nécessité d'employer des valets d'armes brutaux l'ont coupé du monde de la cour et l'ont laissé dans une ignorance complète de ses mœurs et de son raffinement⁴³.
- 42 Pourtant, Murasaki Shikibu ne pouvait pas ignorer qu'il y avait parmi les fonctionnaires de la classe des *zuryō* des hommes plus instruits, plus au fait des affaires du pays, meilleurs poètes et hommes de goût que la plupart des hauts dignitaires, que leurs filles avaient l'esprit plus délié, une meilleure connaissance de la littérature et autant d'usage du monde que les filles des hauts dignitaires. Il va de soi qu'un récit romanesque n'est pas écrit dans le but de décrire avec exactitude la société dans lequel il se déroule et qu'une dose d'idéalisation du monde des grands, et surtout des principaux héros, ne pouvait que plaire aux lecteurs et surtout aux lectrices. J'oserai présenter une autre hypothèse. On sait que, dès l'organisation du régime des codes, l'ordre et la paix du pays étaient censés dépendre du maintien des hiérarchies, mais jusqu'au X^e siècle le mérite a toujours permis,

dans une certaine mesure, des promotions et changements de statut. C'est du temps de Murasaki Shikibu que l'hérédité des fonctions s'est développée : se pourrait-il que son récit, quelque peu condescendant et même méprisant à l'égard de qui ne fait pas partie du premier cercle de la cour, reflète le temps de durcissement, de fermeture de la société du début du xie siècle ? Peut-on aller jusqu'à dire qu'il pourrait en être une discrète critique ?

ANNEXES

Annexe 1

Un zuryō exemplaire : Biographie de Fujiwara no Yasunori, 825-895, par Miyoshi no Kiyoyuki⁴⁴

[Lacune]⁴⁵ Rizières et champs étaient ravagés par la sécheresse. La famine sévissait et il y avait par les chemins des hommes morts de faim⁴⁶. Sans se cacher, des bandes de voleurs se répandaient partout et les villages se vidaient. Les districts d'Aga et de Teta, situés au cœur d'une région montagneuse, étaient assez éloignés du chef-lieu de la province. Leurs habitants ou bien se livraient à des violences, vols et meurtres, ou bien déguerpissaient pour éviter d'acquitter la taxe foncière⁴⁷. Il n'y avait plus un adulte imposable dans ces territoires au relief accidenté. Le précédent gouverneur Asano no Sadayoshi avait administré de façon brutale. Les administrateurs de district étaient mis aux fers pour des fautes mineures. Les hommes du peuple étaient arrêtés, jugés et mis à mort pour la moindre peccadille⁴⁸. Les prisons regorgeaient de prisonniers, les chemins étaient encombrés de cadavres.

Dès son arrivée dans cette province où il avait été nommé, Yasunori s'efforça d'administrer avec humanité, il était indulgent pour les fautes légères et ne prenait en considération que ce qui est important. Il a libéré des hommes qui avaient été réduits en esclavage, distribué largement des secours, encouragé l'agriculture et la sériciculture, réprimé et fait cesser toute dépense consacrée aux plaisirs. Ainsi, les habitants, portant leurs enfants, sont revenus se ranger sous son administration. Partout on mettait en valeur rizières et jardins et la population croissait dans l'abondance. On ne fermait plus les portes la nuit et dans les villages, on n'entendait plus les aboiements des chiens. Les magasins de la province étaient pleins et les impôts rentraient de mieux en mieux⁴⁹. Bref, Yasunori a pu recevoir [des bureaux de la capitale] des reçus pour trente-quatre années de taxes foncières et pour onze années du tribut en nature⁵⁰. En aucun temps du passé on n'avait vu pareille chose.

La 13^e année [de l'ère Jōgan, 871], il fut promu au cinquième rang inférieur majeur et transféré au poste d'adjoint de la province de Bizen ; il passa gouverneur surnuméraire la 16^e année [874]⁵¹. En poste à Bizen, il appliqua les mêmes principes qu'à Bitchū et administra avec humanité et souci de moraliser le peuple. Quand il y avait parmi ses subordonnés un administrateur qui se conduisait mal, il n'exposait pas au grand jour les fautes qu'il avait pu commettre jusque-là. Il lui parlait confidentiellement, à l'abri des

regards, lui disant : « Vous avez pris la peine d'étudier durant de longues années dans les écoles officielles et pour vos débuts, vous avez obtenu ce poste. Il vous faut absolument, par une conduite intègre, travailler à acquérir une bonne réputation. Pourquoi devriez-vous vous contenter de stagner dans un poste provincial subalterne ? Il est vrai que vous avez en premier à soutenir vos parents et en second à pourvoir aux besoins de votre femme et de vos enfants. Vous vous êtes sali par cette faute parce que vous avez altéré votre nature [qui est bonne] et gauchi votre esprit. En effet, pour qui se conduit bien, les plaintes des pauvres devraient être un frein. Je n'ai qu'un mince traitement, mais je désire vous fournir ce dont vous aurez besoin. Ne volez pas ce qui appartient à l'État ! » Alors, il donnait au coupable une part de son traitement et cela sans compter. Il savait ainsi transformer les hommes en leur faisant honte et son influence sur eux était comme celle du vent qui couche les herbes⁵². Tous, fonctionnaires et gens du peuple, ressentaient envers lui une affection dévouée et lui donnaient le nom de père.

À la limite des provinces de Bizen et de Bitchū se trouve le sanctuaire de la divinité Kibitsu-hiko. Quand la sécheresse sévissait et que Yasunori instituait des prières publiques, sans faute la divinité se laissait fléchir et bien vite ces prières obtenaient une réponse. Quand il y avait des fauteurs de troubles dans la province, la divinité faisait aussitôt descendre sur eux son châtement. Un jour elle apparut à Yasunori et lui dit : « Je suis touchée de voir comme vous transformez le peuple par votre vertu et je m'en réjouis profondément. Je souhaite vous aider dans votre administration de façon qu'elle s'achève sur de bons résultats. » Grâce à cette aide, il a administré ces deux provinces de façon à les améliorer, les récoltes durant toutes ces années furent abondantes et le peuple a vécu dans la paix et la joie⁵³.

Un jour, un brigand de la province d'Aki a tendu une embuscade sur un chemin de montagne et s'est emparé de quarante pièces de soie du tribut de la province de Bingo. Il s'est enfui en se dissimulant dans les herbes et, en chemin, s'est arrêté à l'auberge du district d'Iwanasu de la province de Bizen. Ce voleur, bavardant avec le vieillard maître de l'auberge, lui demanda à quoi ressemblait l'administration de cette province depuis que le grand gouverneur l'avait transformée. Le vieil aubergiste répondit : « Monsieur le gouverneur a transformé le peuple uniquement grâce à son humanité et à son équité, c'est pourquoi tous les habitants de la province disent qu'il est un nouvel Hakuï⁵⁴. Sa bienfaisance et sa sincérité ont tout naturellement attiré celles de la divinité. Ainsi, quand il y a des fauteurs de troubles dans la province, la divinité Kibitsu-hiko fait sur le champ descendre son châtement sur eux. » Et, quand il en vint à raconter de façon détaillée comment s'exerçait l'influence du gouverneur, tout sonnait vrai. Le visage du voleur changea de couleur et il parut ressentir honte et crainte. Toute la nuit, il pleura et soupira, se tournant et se retournant sans pouvoir dormir. À l'approche de l'aube, il courut à la porte de la résidence du gouverneur et, se prosternant front contre terre, il se dénonça : « Moi, misérable, j'ai osé m'emparer de quarante pièces de soie appartenant à l'administration de Bingo. Je désire me corriger et subir le châtement de ma faute. Je vous en prie, prenez ma vie ! » À ces mots, le gouverneur appela le brigand et lui dit : « Tu sais te tourner vers le bien et, en définitive, tu n'es pas si mauvais. » Il lui fournit alors des provisions de route⁵⁵. Il mit sur la soie un cachet indiquant qu'il s'agissait du produit d'un vol et la confia au voleur pour qu'il la rapporte à la province de Bingo. Tous ses subordonnés disaient : « Cet homme est un brigand, il n'arrivera sans doute pas à Bingo. » Le gouverneur répondit : « Cet homme s'est déjà corrigé, sa conversion est sincère. Pourquoi voulez-vous qu'il change encore ? » Sans accepter leurs objections, il confia au

voleur un rapport et l'envoya au siège de l'administration de Bingo. À cette époque, le gouverneur de Bingo était Ono no Takaki ; étonné et joyeux, il renvoya le voleur. Ce dernier, de lui-même, revint à Bizen et, prosterné dans la cour de la résidence du gouverneur, il le remercia. Voici un des échantillons de ce que la vertu de Yasunori faisait pour transformer les hommes, suscitant l'admiration de tous.

À l'automne de la 17^e année [de l'ère Jōgan 875], il quitta son poste et revint à la capitale. Le peuple des deux provinces de Bizen et Bitchū, pleurant et se lamentant, lui barra le passage. Vieux et vieilles venus des villages, leurs têtes blanches prosternées le long du chemin, lui présentaient saké et mets d'accompagnement⁵⁶. Le gouverneur dit qu'il ne pouvait pas y avoir d'erreur au sujet des sentiments de ces vieillards. C'est pourquoi, pendant les quelques jours où il s'arrêta, ces gens se succédaient à l'envi, ce qui risquait de ne pouvoir cesser. Le gouverneur pensa alors que si cela continuait ainsi, il en avait pour des jours et des lunes. Il fit donc équiper secrètement un petit bateau et, levant les amarres, partit d'une rame légère. Des hommes de sa suite, à qui il avait donné rendez-vous, n'étant pas encore arrivés, il relâcha quelque temps au havre de Katakami dans le district de Wake. Alors les administrateurs de district de Bizen, apprenant que le gouverneur avait équipé un bateau et manquait de vivres, vinrent au port lui offrir deux cents boisseaux de riz blanchi. Le gouverneur reconnaissant leur dit : « Moi qui n'ai pas laissé le souvenir d'un bon administrateur comme celui de Shōhaku, le ministre qui se reposait sous un poirier, me voilà gratifié d'un cadeau digne de ce grand homme⁵⁷. Pourtant, comme vous me l'offrez de bon cœur, pourquoi ne l'accepterais-je pas avec joie ? » Ainsi, il ne refusa pas ce cadeau. Les administrateurs de district, quand ils étaient venus, avaient pensé que ce gouverneur était bien trop honnête pour accepter et qu'il refuserait certainement. La réponse qu'ils entendirent les réjouit beaucoup et ils s'en retournèrent. Un peu après, le gouverneur envoya une missive à l'instructeur provincial dans laquelle il disait : « Depuis que le bateau séjourne au port, il s'y passe des choses étranges. Vent et vagues dépassent toute mesure et notre peine est vraiment profonde. Je souhaite que vous veniez nous retrouver au port avec quelques moines et que vous fassiez des prières pour que nous obtenions une traversée tranquille. » Sur ce, l'instructeur provincial, amenant un lecteur et des moines du temple provincial, se précipita au port. Le gouverneur demanda que plusieurs moines récitent chacun le Sūtra du Cœur de la perfection de Sapience pour que son efficace fût suffisante⁵⁸. Les moines accédèrent à son désir et achevèrent la récitation du Sūtra du Cœur. Yasunori destina les deux cents boisseaux à des aumônes pour ceux qui avaient ainsi célébré le sūtra⁵⁹. Dans la nuit, le bateau mit à la voile et quitta le port sans retour.

À la 1^{re} lune de la 18^e année [de l'ère Jōgan, 876], Yasunori fut nommé adjoint surnuméraire de la garde des portes, section de droite, et en cumul inspecteur du bureau de police. Il dit alors à un de ses intimes : « Jadis, il y avait dans toutes les maisons du peuple de l'empereur Gyō un homme digne de recevoir une fonction. À cette époque, Kōyō fut mis à la tête du service des prisons à cause de sa grande sagacité. Quand il se présentait un cas douteux, la licorne lui permettait de découvrir la faute. Dans ces conditions, comment aurait-il pu y avoir une punition non conforme à la nature de la faute ? De plus, toutes les punitions étaient publiques et les peines n'étaient pas cruelles. Dans ces conditions, comment aurait-il pu y avoir des hommes habités par la haine ? Pourtant, ceux qui savent peser les choses pensent que, si les principautés d'Ei et de Riku n'ont pu rester entre les mains des descendants de Kōyō, c'est parce que ce dernier a commis des fautes dans son administration des prisons⁶⁰. [Si un sage du passé a pu tomber

dans l'erreur] à plus forte raison cela peut arriver dans notre âge dégénéré et de faible vertu, où beaucoup d'hommes cherchent à flatter. Au moment de prononcer la peine, il arrive qu'on fasse perdre les deux parties. Même si l'on est animé d'une grande compassion [dans l'accomplissement des fonctions de police], elles peuvent cependant avoir des conséquences [néfastes] pour la descendance. » Il présenta deux ou trois fois sa démission et ne prit pas ses fonctions. Peu après [à la 2^e lune], il fut transféré au poste d'adjoint principal du département de la Population. Dans tous les précédents relatifs à la gestion de ce département, on attache un grand prix au tissu de chanvre de la qualité considérée comme un instrument d'échange, car il sert pour se procurer le riz qui est appliqué aux besoins des fonctionnaires nourris pendant leur service⁶¹. On parle à ce propos d'échange, mais en réalité c'est un moyen d'alourdir les taxes. Ce système est cause de beaucoup de souffrances pour les paysans des provinces. Yasunori, durant l'année qu'il resta en fonction au département, ne prit pas un seul repas [sur les allocations de nourriture allouées aux fonctionnaires durant leur service].

La 1^{re} année de l'ère Gangyō [877], il fut nommé deuxième contrôleur de droite. À la 2^e lune de la 2^e année [878], il y eut une révolte des Ebisu de la province de Dewa, qui ont attaqué le château d'Akita. L'adjoint de la province chargé de la garde du château, Yoshimine no Chikashi, ne put le conserver. Il s'enfuit et se cacha dans les hautes herbes. Les rebelles mirent le feu et brûlèrent le château : en une heure le matériel militaire et les armes furent anéantis. Les révoltés, rassemblés aussi nombreux que des fourmis, divisèrent leurs forces et encerclèrent divers ouvrages de défense. Le gouverneur de la province, Fujiwara no Okiyo, abandonna le siège fortifié de l'administration provinciale et s'enfuit [plus au sud]⁶². Le ministre des Affaires suprêmes, Shōsenkō [Fujiwara no Mototsune], était alors régent. Il fit donc adresser un édit impérial à la province de Mutsu pour qu'elle lève trois mille soldats et les envoie en renfort à Dewa. Il fallut que le gouverneur de Mutsu recrute beaucoup d'hommes de sa province pour mettre sur pied mille cavaliers d'élite et deux mille fantassins. Plus de dix mille hommes durent, semble-t-il, se procurer des casques, des armures et des vivres. Le fonctionnaire de troisième classe, Fujiwara no Kajinaga, fut mis à la tête des troupes et chargé de soumettre les rebelles, de concert avec les troupes de la province de Dewa. Les fonctionnaires de troisième classe [de Dewa], Fujiwara no Munetsura, Fun.ya no Arifusa et Ono no Haruzumi, ont levé encore deux mille hommes, fantassins et cavaliers, dans la province de Dewa et, réunis avec les troupes de Mutsu, ils allèrent établir leur camp non loin de la rivière Akita. À ce moment, les rebelles, dont le nombre montait alors à plus de mille hommes, descendirent le courant dans des bateaux légers et rapides et attaquèrent par surprise les troupes provinciales. Kajinaga et ses hommes engagèrent le combat. Il y avait de la brume et on ne voyait d'aucun côté. Plusieurs centaines de rebelles armés surgirent sur les derrières de l'armée et se jetèrent sur elle en poussant des hurlements. Les troupes de la cour, surprises et affolées, se débandèrent. Les rebelles, profitant de leur avantage, frappaient à droite à gauche et mirent en déroute l'armée de la cour. Bref, ils ont massacré le maître de tir à l'arbalète de la province de Dewa, Kanhatori no Saneo, et plusieurs dizaines d'officiers subalternes des deux provinces du Nord. L'armée eut plusieurs centaines de tués et de prisonniers. Quant au matériel, armures et casques, les rebelles s'en emparèrent en totalité. Sur tous les chemins on foulait aux pieds les morts qui étaient innombrables. Fun.ya no Arifusa, blessé, fut laissé pour mort. Ono no Haruzumi put se dissimuler au milieu des morts et sauver de justesse sa vie. Fujiwara no

Kajinaga, caché dans les hautes herbes, passa cinq jours sans manger et, après le départ des rebelles, il rejoignit à pied la province de Mutsu⁶³.

Le 2^e jour de la 5^e lune, des courriers rapides arrivèrent à la capitale. Ces nouvelles jetèrent le ministre Shōsenkō dans la stupéfaction et, de concert avec Yasunori, il avisa aux moyens de faire face à la situation. Il lui dit : « J'aimerais vous charger des armées de l'Est. » Yasunori le remercia et lui dit : « J'appartiens au corps des fonctionnaires civils et je n'ai pas encore appris à monter à cheval et à tirer à l'arc. Ce n'est pas que je sois attaché à ma pauvre vie, mais je ne puis que craindre de n'apporter que honte à la cour. » Shōsenkō répondit : « Depuis le temps de l'empereur Tenchi, la Maison Fujiwara, de génération en génération, a accumulé les mérites et a toujours été le soutien de la cour. Pour moi, bien que je ne sois ni un Iin ni un Shū Kōtan⁶⁴, j'ai pu recevoir le poste de régent. Que cette révolte éclate quand je suis à cette place est à l'égard de la cour une atteinte à mon honneur et à l'égard du pays [lacune]. En vertu de notre proximité due à une commune origine, vous devez, vous aussi, vous dévouer pour le pays ; je vous le demande, faites en sorte de trouver une bonne parade, ne vous croyez pas obligé de faire le modeste. » Yasunori lui dit alors : « Si je ne peux éviter d'appliquer un plan de mon cru, laissez-moi vous dire le fond de ma pensée, sans rien cacher. Il est probable alors que votre Excellence ne voudra plus de moi. » À ces mots, Shōsenkō reprit : « Je ne pense qu'à sortir d'affaire, je n'ai pas d'autre idée. » Yasunori dit alors : « Voilà bientôt deux cents ans que les Ebisu ont fait leur soumission⁶⁵ ; craignant le prestige de notre cour, ils ne se sont pas révoltés. Mais, selon ce que j'ai entendu dire, le fonctionnaire préposé à la garde du château d'Akita, Yoshimine no Chikashi, les accable sans répit de taxes et use de mille moyens pour les pressurer. Colère et ressentiments se sont accumulés contre lui et la révolte a fini par éclater. Il y a parmi les Ebisu quantité de peuplades diverses : toutes se sont unies, les rebelles se comptent par milliers. S'ils sont poussés à bout et entament une guerre à mort, un seul en vaudra cent et il sera difficile de les combattre. Dans la situation actuelle, même si un chef de guerre comme Sakanoue no Tamuramaro⁶⁶ revenait, il ne pourrait pas réussir à pacifier la région. Mais qu'on les instruisse selon des méthodes conformes à la voie, qu'on use avec eux de fermeté et de confiance, qu'on fasse sentir parmi eux la vertu de notre souverain et qu'on transforme leur esprit de révolte, alors, sans qu'il soit besoin d'armes, ces révoltés d'eux-mêmes se calmeront. » Shōsenkō approuva ces paroles et Yasunori reprit : « C'est par la douceur et la confiance qu'il faut maintenant pacifier les Ebisu. Mais si, dans ce grand nombre de révoltés, il en est qui ne veulent pas se soumettre, il faudra alors les menacer de nos armes. L'ex-capitaine de la garde du corps, Ono no Harukaze⁶⁷, appartient à une famille qui a compté beaucoup de chefs militaires. Il est au-dessus de tous par son grand courage. Souvent calomnié ces dernières années, il a été mis en disponibilité et reste chez lui. Pour première mesure, je vous demande de mettre Harukaze à la tête de bonnes troupes pour qu'il aille faire entendre raison aux rebelles au moyen du prestige de la cour. Si, ensuite, on les attire par la vertu, il ne se passera pas longtemps avant que la rébellion d'elle-même ne s'éteigne. »

Shōsenkō fut fort satisfait et le 4^e jour de cette lune il promut Yasunori au cinquième rang supérieur mineur et, en sus de son poste de deuxième contrôleur de droite, il le nomma gouverneur de Dewa. Harukaze fit l'objet d'une mesure spéciale et fut nommé général chargé de la pacification, du cinquième rang inférieur mineur, et, avec l'adjoint de la province de Mutsu, Sakanoue no Yoshikage⁶⁸, il fut placé sous les ordres de Yasunori. Ce dernier, après avoir reçu l'édit impérial, ne laissa passer que quelques jours et se mit en route, marchant le jour et la nuit. Durant son voyage, les courriers rapides se succédaient

pour annoncer à la cour que les rebelles se renforçaient, que l'armée de la cour avait essuyé plusieurs défaites, qu'elle avait perdu châteaux et ouvrages fortifiés et que ses bataillons étaient en pleine déroute. La dizaine de cavaliers de la suite de Yasunori étaient affolés au point qu'ils en perdaient l'esprit. Mais Yasunori ne changea pas de contenance, il ne montra ni peur ni pusillanimité. Il arriva bientôt dans la province de Dewa. Il donna ses ordres à Harukaze et à Yoshikage, leur enjoignant de prendre chacun cinq cents cavaliers d'élite de la province de Mutsu, de pénétrer sans hésiter dans le territoire des rebelles, de convoquer leurs chefs et, armés du prestige de la cour, de leur parler de façon à gagner leur confiance.

Quand le bruit s'était répandu qu'une armée envoyée par le souverain allait venir les combattre, les rebelles, au nombre de plus de dix mille, s'étaient retranchés dans une région au relief tourmenté. Harukaze, dans sa jeunesse, avait vécu dans ces régions frontalières et il connaissait bien la langue des Ebisu. Sans armure, ni casque, sans arc ni flèches, seul, il se rendit à l'armée de ces hommes du Nord qu'on nomme « barbares soumis »⁶⁹. Conformément aux ordres de Yasunori, il leur expliqua longuement les intentions de la cour. Alors ces Ebisu, front au sol, se prosternèrent et dirent : « L'administrateur qui résidait au château d'Akita était si avide et brutal que nous ne pouvions le satisfaire, ses exigences étaient comme un gouffre. Quand nous ne répondions pas à ses demandes, pour la moindre chose en moins, c'était aussitôt des traitements cruels. C'est pourquoi, incapables de supporter plus longtemps sa féroce administration, nous nous sommes révoltés. Mais, par bonheur, le général vient nous annoncer les intentions bienveillantes de l'empereur. Nous voulons rentrer dans le droit chemin et nous soumettre à l'autorité du général. » Et ce fut à qui apporterait saké et nourriture pour régaler l'armée de la cour. Harukaze prit avec lui quelques dizaines de chefs et les amena au siège du gouvernement provincial de Dewa. Yasunori les fit venir en sa présence et les traita avec bonté. Les rebelles rendirent alors tous les prisonniers et toutes les armes dont ils s'étaient précédemment emparés. Seuls deux chefs refusèrent de faire leur soumission. Yasunori dit aux notables Ebisu rassemblés : « Deux barbares jadis soumis ne sont pas venus. Quel est à ce sujet votre sentiment ? » Les chefs unanimes lui répondirent : « Comme il s'agit d'un projet particulier, nous vous demandons votre indulgence pour un moment. » Quelques jours passèrent et ils vinrent offrir à Yasunori les têtes de ces deux Ebisu. Yasunori envoya des délégués avec des semences pour les rizières. De Tsugaru à Watarishima, toutes les peuplades des Ebisu, même celles qui précédemment n'avaient jamais fait acte de soumission, toutes se rangèrent sous la domination de notre cour⁷⁰. Yasunori rebâtit dans ces régions le château d'Akita, avec des fortifications, tours et fossés, doubles de ce qu'elles étaient avant.

La 3^e année [de l'ère Gangyō, 879], de gouverneur surnuméraire, il passa gouverneur, tout en conservant son grade de deuxième contrôleur de droite. Un ordre impérial lui enjoignit de rester quelque temps dans la province pour achever la pacification. Dewa est une province où vivent, mêlés dans les mêmes villages, des Ebisu et des hommes de notre peuple. La terre y est très fertile et ses productions excellentes et fort variées. Fonctionnaires et notables s'allient pour pressurer sans limites le peuple, augmentant les taxes à leur convenance, imposant arbitrairement des corvées supplémentaires. À cela vient s'ajouter la conduite des fils de grandes familles qui, aussi nombreux que les nuages, y recherchent des chevaux de qualité ainsi que de bons faucons et sèment le trouble⁷¹. Les habitants de cette région sont naïfs : ils ne savent pas comment porter plainte et ils se contentent de donner ce qu'on leur demande, sans oser dire un mot des dépenses fort

pénibles qu'ils supportent. C'est la raison pour laquelle le peuple des travailleurs des champs est acculé à une extrême misère et les habiles coquins s'enrichissent grassement. Yasunori, lui, administrait conformément aux règles posées par la cour, il instruisait les paysans, maintenait avec rigueur les lois et faisait en sorte qu'elles ne fussent pas violées. Quand quelqu'un agissait de façon illégale, il le faisait arrêter et examinait son cas, de sorte que les paysans vivaient en paix et que les Ebisu étaient administrés avec équité. Quand il était gouverneur de Dewa, si les Ebisu de Mutsu avaient un sujet de plainte, c'est à Dewa qu'ils venaient pour obtenir une décision. Yasunori, à ses débuts, quand il administrait les provinces de Bizen et de Bitchū, les a transformées uniquement par son humanité et sa bonté. Quand il est allé administrer Dewa, il a su aussi utiliser le prestige [de la force] et la rigueur. Si des fonctionnaires ou des hommes du peuple commettaient une faute, il ne laissait rien passer et ne tenait pas compte de circonstances atténuantes dans ses jugements.

À la 4^e lune de la 4^e année [880], un décret du ministère permit à Yasunori de retourner à la capitale. À son arrivée, ministres et conseillers le félicitèrent pour les mérites qu'il venait de s'acquérir. Mais il se défendit d'avoir rien fait, attribuant au prestige de la cour tout ce qui avait pu se faire. Tous alors pensaient qu'il serait certainement promu par la cour à un rang en rapport avec le mérite d'avoir pacifié une grande révolte sans utiliser un seul soldat. Mais la cour profita de la modestie de Yasunori pour ne lui accorder aucun honneur. Quant à Yoshimine no Chikashi qui, par son avidité et ses prévarications, avait suscité cette révolte, il ne reçut aucun blâme. Ces faits furent vivement reprochés à Shōsenkō, dont on critiqua l'incapacité à punir et récompenser à bon escient. Par nature, Yasunori aimait le silence et la tranquillité, il n'appréciait pas l'agitation. Il présenta souvent à Shōsenkō la démission de son poste du Contrôle. À la 7^e lune, il fut nommé gouverneur de Harima, mais il refusa ce poste et ne partit pas pour la province.

À la 1^{re} lune de la 6^e année [882], Yasunori fut promu au quatrième rang inférieur mineur. Il déclara alors : « Me voilà vieux. Pourquoi ne pas acquérir des mérites pour l'au-delà ? Il y a, dit-on, dans la province de Sanuki du papier et beaucoup de bons copistes. Je vais y aller et je ferai copier quantité de Sūtra et de traités doctrinaux⁷². » C'est ainsi qu'à la 2^e lune il partit pour Sanuki en qualité de gouverneur. Les habitants de cette province sont tous férus de droit et de chicanes au sujet des interprétations des textes juridiques. Ils sont sans cesse en procès au sujet des digues, limites des villages. Dès que Yasunori pénétra dans la province, ils devinrent conciliants, aussi honteux de leur conduite que l'avaient été jadis Gu et Zei⁷³. Yasunori accomplit son terme et revint à la capitale. Il se retira dans une maison à l'écart dans les collines de l'Ouest, ne désirant plus servir.

À la 2^e lune de la 3^e année de l'ère Ninna [887], il fut nommé gouverneur d'Iyo. Il refusa ce poste et ne partit pas. À la 8^e lune, il devint adjoint principal du gouvernement général de Kyūshū⁷⁴ et, à la 10^e lune, fut promu au quatrième rang inférieur majeur. Il ne voulait pas partir et, à plusieurs reprises, il se déclara malade. Mais la cour, tout en lui prodiguant de bonnes paroles, l'obligea à partir. En poste à Kyūshū, il transforma ses administrés rien que par l'intégrité et le calme de sa conduite. C'est pourquoi les fonctionnaires comme les gens du peuple se soumettaient à lui sans restriction et, lui, les gouvernait et les instruisait. De toujours, cette région a attiré les aventuriers audacieux et les trois provinces de Chikuzen, Chikugo et Hizen surtout étaient leur marais nourricier. Villages et hameaux éloignés étaient le théâtre de leurs exploits. Quand les habitants avaient des réserves, ils les assassinaient. Quand des provisions de route avaient été accumulées, la province n'était pas en paix. Une année précédente, les fonctionnaires du gouvernement

général et les administrateurs des provinces concernées avaient levé des troupes et avaient pris et mis à mort quelques brigands. Mais leurs bandes n'en avaient que mieux continué à prospérer, les autorités n'arrivaient pas à les supprimer. Quand Yasunori prit en main l'administration du gouvernement général, tous lui dirent qu'il fallait lever beaucoup de troupes pour supprimer complètement le brigandage. Il leur répondit : « Je vous entends bien. Mais les chefs de ces brigands, en général, n'appartiennent pas à des foyers dûment enregistrés, ils sont tous des individus éloignés de leur domicile légal, ou bien ce sont des fils de bonnes familles qui ont été poussés par l'appât du gain, ou bien ce sont des hommes venus dans la suite de fonctionnaires et qui ont saisi l'occasion d'un mariage dans la province. Installés pour un temps dans ces régions, ils y ont pris racine. Mais les récoltes ne sont pas toujours bonnes, il y a des pertes. Les hommes qui ne disposent pas d'appui se liguent pour se tirer d'affaire, ils prennent les armes et se jettent dans les bandes de brigands. C'est ainsi que plus de la moitié des habitants de ces provinces sont devenus des voleurs. Si on les attrape et les tue tous, la paix règnera, certes, dans des villages déserts. Mais qu'il survienne une menace des pays voisins, comment garnirons-nous nos fortifications⁷⁵ ? Les individus qui composent ces bandes ne sont pas tous obligatoirement pervers, beaucoup n'ont été poussés au mal que par le froid et la faim. Qu'on les administre avec bonté, qu'on leur donne à manger et ils se mettront à l'unisson des honnêtes gens⁷⁶. » Yasunori prit donc sur son traitement pour répandre largement des aumônes dans les trois provinces. Sa compassion permit à tous de se procurer des moyens d'existence. Alors les brigands, pleins de joie, se dirent entre eux : « Le seigneur gouverneur nous traite comme le ferait un père, pourquoi ne nous efforcerions-nous pas de lui répondre par des sentiments filiaux ? » Et s'entraînant l'un l'autre, ils firent leur soumission et tous devinrent des soldats.

À la 4^e lune de la 3^e année de l'ère Kanpyō (891), Yasunori fut rappelé à la capitale pour prendre le poste de grand contrôleur de gauche. Peu de lunes après son retour, un rapport du gouvernement général arriva à la cour [annonce d'une attaque de Shiragi ? lacune]⁷⁷.

Le caractère de Yasunori était d'une parfaite intégrité, il transformait tout ce qui était en relation avec lui. Quand un de ses subordonnés se rendait coupable de corruption, c'est avec pleine sincérité qu'il pouvait lui faire des remontrances. Si l'homme ne se corrigeait pas, il rompait avec lui. Constatait-il la moindre bonne action, il manifestait sa satisfaction, louait et recommandait l'auteur, le soutenant dans sa belle conduite. Il avait l'art de choisir les hommes, d'utiliser leurs capacités : il possédait comme un miroir capable de connaître ce qu'il y avait en chacun. Du temps qu'il était à Bitchū, Ono no Fujio⁷⁸, encore fort jeune, devint fonctionnaire de troisième classe. Yasunori le loua en ces termes : « Vous deviendrez certainement un bon fonctionnaire. » Plus tard, quand il était gouverneur de Sanuki et que Sugawara no Michizane fut désigné pour lui succéder, il déclara confidentiellement : « Il est hors de ma portée de juger du mérite de lettré de ce grand gouverneur nouvellement nommé, qui est un des meilleurs savants du moment. Cependant ce que je vois de son caractère est en vérité fort inquiétant⁷⁹. » Ses appréciations ont toujours été confirmées par les faits. Nombreux sont les exemples où il a montré sa capacité à encourager et à réprimander.

Yasunori, arrivé à l'âge de cinquante ans, ne s'approcha plus de son épouse. Il se consacra de tout son cœur à la lecture de livres bouddhiques et il progressa particulièrement dans la contemplation du concept de vacuité. Il récitait habituellement le Sūtra de la Perfection de Sapience coupante comme le diamant et jamais il ne s'en lassait. Il

rassembla en un livre les commentaires que divers auteurs avaient donnés de ce Sūtra ; il en approfondit ainsi le sens, de sorte que rien ne lui en échappa. Il menait une vie parfaitement pure et détachée, sans aucun retour sur lui-même. C'est certainement parce qu'il s'était entraîné à la connaissance de la parfaite sagesse, qui permet de concevoir la vacuité et l'inexistence des caractères individuels. Un jour qu'il était malade et ne pouvait dormir, il déclara soudain : « L'heure de ma mort n'est pas encore arrivée. Pourquoi devrais-je achever ma vie dans les travaux et la boue de ce monde ? » Il se fit alors préparer une habitation sur le versant oriental du Hieizan et, dès le lendemain, sans plus attendre, il se leva, commanda un palanquin et partit vers cette cellule. Il y fit tomber sa chevelure et entra dans la Voie, récitant nuit et jour l'invocation. C'est après quelques lunes passées ainsi qu'il fut emporté sans retour. On put voir alors qu'il rendit intact le corps [que ses parents lui avaient donné] et, à la dernière heure, quand on approche de la bouche des mourants le fil de soie pour savoir s'ils respirent encore, son cœur resta dans le plus grand calme. Tourné vers l'Ouest, il s'absorba dans l'invocation. Les moines s'émerveillaient à l'idée qu'il allait obtenir une bonne rétribution.

Quand j'ai été nommé secrétaire du département des Affaires de la cour, j'ai pu, grâce aux notes prises dans l'ère Gangyō, voir comment Yasunori a pacifié l'Est. Quand j'ai été nommé adjoint de la province de Bitchū, j'ai entendu les vieillards chanter ses louanges et j'ai pu connaître tous les détails des actions méritoires qu'il a accomplies dans les provinces de l'Ouest. J'ai exposé ce que j'ai pu apprendre et en ai rendu un compte exact. Je me suis abstenu de reprendre les termes des vieillards rapportant les louanges que le monde donnait à la vertu de Yasunori : j'ai écrit sans rien déformer ni embellir, car le moindre soupçon d'embellissement nuirait à la beauté de sa vie. Shiba Sen a jadis écrit la biographie d'Anshi, [pour moi] même de loin je ferais n'importe quoi pour l'imiter [en écrivant celle de Yasunori] ; Sai Hakukai a rédigé l'inscription de Kaku Tai, il ne trouva en sa personne que vertu sans la moindre ombre. C'est en me souvenant de ces exemples que j'ai écrit cette biographie de Yasunori, avec le désir de marcher dans la même voie que lui

⁸⁰.

Engi 7^e année, premier jour du printemps, 907

Le docteur de la voie des lettres, Miyoshi no Kiyoyuki

Annexe 2

Portrait du valet d'armes, rōdō, tiré du paragraphe relatif au quatrième fils dans le Shin sarugakuki⁸¹

Le quatrième fils est un valet d'armes au service d'un gouverneur résidant, il est celui qui maniant le fouet précède le gouverneur⁸². Il n'est aucun lieu des provinces intérieures et de celles des sept circuits où il ne soit allé, aucun endroit des soixante provinces qu'il n'ait visité⁸³. En bateau, il évalue le temps que durera la tempête, à cheval il est habile à trouver son chemin à travers landes et montagnes. Il n'est pas maladroit au tir à l'arc ; le calcul et l'écriture ne lui sont pas obscurs. Qu'il s'agisse, à l'arrivée dans la province, du cérémonial de l'entrée au siège du gouvernement provincial, du rite du salut aux divinités locales, du protocole de la prise de possession de la fonction, des préparatifs que doit faire un bon gouverneur appliqué à l'administration de sa province, du partage des responsabilités au moment de la relève du prédécesseur, du document tenant lieu de décharge et de la vérification des documents officiels, sur tous ces points⁸⁴, certains peuvent l'égaliser, mais personne ne peut le surpasser. Aussi sans qu'il le recherche, il se

voit tout naturellement chargé du rôle de substitut⁸⁵ du gouverneur ou d'intendant des divers bureaux du chef-lieu de la province, que ce soit ceux de la vérification des rentrées fiscales, du secrétariat, des troupes locales, de la police, des rizières, de la gestion des magasins, du tribut en nature, des fabrications et des réparations, que ce soit ceux des écuries, des serviteurs, de la cuisine, de l'administration générale. À plus forte raison, il est chargé de l'inspection des rizières, de la perception des taxes, des produits acquis par échange, des rizières sous administration directe et des corvées extraordinaires⁸⁶. Et pourtant, il est de première force pour mener à bien toutes les affaires publiques sans épuiser le peuple, pour éviter toute perte à son patron et avoir pour lui un bénéfice. Ainsi, il est recherché par tous, sa maison ne désemplit pas ; il y amasse les produits des provinces, elle regorge de biens accumulés. On y trouve la soie d'Awa, la bourre de soie d'Echizen, la soie de grande longueur et de belle qualité de Mino – ainsi que les kaki –, le damas de Hitachi, la soie à tissage serré de Kii, la toile de couleurs variées de Ka.i, le pongé d'Iwami, le papier de Tajima, l'encre d'Awaji, les baguettes d'Izumi, les aiguilles de Harima, les sabres de Bitchū, les coffrets d'Iyo – ainsi que les pierres à aiguiser, les stores de bambou et les sardines –, les nattes d'Izumo, les sièges ronds de paille de Sanuki, les croupières de Kazusa, les étriers de Musashi, les chaudrons de Noto, les marmites de Kawachi – ainsi que la sauce de haricots fermentés –, les poutrelles de bois d'Aki, le fer de Bingo, les bœufs de Nagato, les chevaux de Mutsu – ainsi que le papier –, les poires de Shinano, les châtaignes de Tanba, le riz séché d'Owari, les carassins d'Ōmi, les glands de Wakasa, le saumon d'Echigo – ainsi que la laque –, le jonc de Bizen, les maquereaux de Suō, les grosses sardines d'Ise, les oreilles de mer d'Okī, les aubergines du Yamashiro, les melons du Yamato, les algues de Tango, les pâtés de riz de Hida, le riz de Tsukushi⁸⁷. Cadeaux et fruits de cette sorte font de sa maison un marché où ils s'entassent et où voitures et gens se succèdent. C'est pourquoi le lendemain du jour des nominations c'est lui qui est visité en premier⁸⁸, qu'il soit ou non en relation intime (avec ceux qui viennent d'obtenir un poste).

NOTES

1. *Zuryō* 受領, ce terme apparaît très tôt dans la langue administrative : on le trouve dans le *Ruijū sandai kyaku* dès Daidō 4.2.2, 809, mais il n'a alors que le sens très général de « succéder » à un fonctionnaire qui quitte sa fonction et la transmet à son successeur *bunpu* 分付. Dès le début de 849, dans le texte du *Shoku Nihon kōki*, Kashō 1.12.12, il est dit qu'à la fin du temps de charge des administrateurs provinciaux, seul le chef, *chōkan* 長官, doit attendre *zuryō no hito* 受領之人, soit l'homme qui va recevoir la charge que lui-même quitte. Dans le *Seiji yōryaku*, il est toujours question de *zuryō no ri* 受領之吏, le fonctionnaire qui reçoit la charge. Mais dans les notes journalières *zuryō* seul est employé avec le sens de gouverneur responsable soumis à reddition de comptes et résidant (beaucoup d'exemples dans le *Midō kanpakuki* et dans le *Shōyūki*, le plus ancien dans le *Shōyūki*, Tengen 5.2.25, 982). Les fonctionnaires simplement nommés, *nin.yō kokushi* 任用国司, qui peuvent être gouverneurs ou gouverneurs surnuméraires ou adjoints, ne se rendent plus dans la province, ils sont absentéistes, *yōnin* 遥任. Ils touchent cependant des émoluments sur les budgets provinciaux. Dans les notes journalières des hauts dignitaires, les gouverneurs de provinces effectivement responsables sont appelés indifféremment *kami* ou *zuryō* ou éventuellement *suke*. Les gouverneurs absentéistes ont une autre fonction, au Contrôle ou dans les gardes, et sont désignés par cette fonction. Il semble que ce soit l'usage adopté par Murasaki Shikibu dans le *Genji monogatari*.

2. Voir dans *Heian ibun* texte 188, les fragments d'un registre d'état civil, *kosekichō* 戸籍帳, du village Tanokami du district Itano de la province d'Awa (Shikoku), daté Engi 2, 902, et texte 199, fragment d'un *kosekichō* du village Kuga et du district Kuga de la province de Su.ō, Engi 8, 908. On peut citer aussi le préambule des Douze propositions de Miyoshi no Kiyoyuki, selon lequel dans un district de la province de Bitchū qui, du temps de Kibi no Makibi, avait mille neuf cents contribuables, à la fin du IX^e siècle, Fujiwara no Yasunori n'en aurait plus trouvé que soixante-dix inscrits.

3. Aux VIII^e et IX^e siècles, il existait des rizières dites privées, *shiden* 私田, soit les lots personnels voyageurs, ceux des simples sujets, *kubunden* 口分田, ou ceux des fonctionnaires en raison de leur rang, *iden* 位田, ou encore les nouveaux défrichements laissés à perpétuité à ceux qui les travaillaient, *konden* 墾田, toutes rizières soumises à la taxe foncière, *so* 租, source du riz des ressources publiques, *shōzeitō* 正税稲, qui était prêté à intérêt, *suiko* 出挙. L'intérêt servant aux dépenses de l'administration provinciale, au comblement des arriérés de tribut en nature dû à la capitale, au traitement des administrateurs provinciaux, etc. Les rizières non attribuées, dites en excès, *jōden* 乗田, ou encore publiques, *kōden* 公田, étaient concédées pour une année à ceux qui le demandaient moyennant une redevance, *jishi* 地子, en théorie du cinquième de la récolte. Une partie de ce riz était décortiquée et envoyée à la capitale pour la nourriture des fonctionnaires. Les décrets d'Enchō 3.12.14, 925, et de Tengen 5.12.29, début de 943, dans le *Seiji yōryaku*, préconisent d'acheter les produits des tributs en nature, *chōyō* 調庸, au moyen des redevances des rizières publiques.

4. Voir en annexe la traduction de ce texte, *Fujiwara no Yasunori den* 藤原保則伝, de Miyoshi no Kiyoyuki 三善清行, sans doute composé en 907.

5. *Nihon kiriyaku* Ei.en 1.3.4, 987, promulgation d'une Nouvelle Réglementation, *shinsei* 新制. Les trois articles relatifs à la livraison du tribut en nature, sont légèrement antérieurs et figurent dans le *Seiji yōryaku*, au livre 51 ; deux d'entre eux se trouvent dans les six que les habitants d'Owari reprochent à leur gouverneur de n'avoir pas publiés, objet de l'article 31 de leur plainte, *Owari no kuni no gebumi* 尾張国解文, ou *Owari no gunji hyakushōra no ge* 尾張国郡司百姓等解, texte présenté à la cour en 988, Ei.en 2.11.8, publié dans *Heian ibun*, texte 339.

6. *Iken jūnikajō* 意見十二箇条, article 8.

7. *Rōdō* serait la prononciation ancienne, des dictionnaires donnent aussi *rōtō*, écrit 郎等 ou 郎党. On trouve aussi *rōjū* 郎従. *Rō* se trouve en Chine dans divers noms de petits fonctionnaires et a aussi le sens d'homme, *tō* indique qu'il s'agit d'un groupe. Il semble que la première mention se trouve dans le *Tosa nikki* en Jōhei 4.12.26, début de 935, au banquet donné par le nouveau gouverneur à celui qui part : les *rōdō* sont aussi gratifiés de cadeaux. Dans ce texte rien ne dit que ces hommes ont un rôle de garde. En revanche, dans le *Shōmonki*, *Mittei Koharumaru*, en Jōhei 7, 937, Taira no Yoshikane désire faire assassiner Taira no Masakado et promet en récompense à celui qui réussira de faire de lui un valet d'armes monté à cheval, *jōba no rōdō* 乗馬之郎等. Ceci montre que dès l'origine ce groupe a une vocation à combattre. Dans la multitude de termes utilisés pour désigner des services d'une administration provinciale, il semble que les plus importants soient *tadokoro* 田所, *saisho*, écrit 税所 ou 済所, *kumonjo* 公文所 et enfin *mandokoro* 政所.

8. *Shin sarugakuki* 新猿楽記 : le quatrième fils du fonctionnaire de la garde des portes est un *rōdō*, voir en annexe la traduction de ce passage.

9. Au début du XI^e siècle on ne peut citer que le cas de Taira no Chikanobu qui gouverna Awa, 977, Ōmi, 985, Echizen, 991, et fut plus tard *dazai daini*, 1010. Mais son élévation au rang d'auditeur non participant au conseil, *hisangi*, en 1001, fut due surtout aux constructions qu'il fit pour la cour et sa promotion au grade d'auditeur en 1015 se fit juste avant sa mort.

10. *Makura no sōshi*, 25, « Choses désespérantes ». On peut alléguer aussi les espoirs déçus de Sugawara no Takasue, le père de l'auteur du *Sarashina nikki*.

11. *Shunki Chōkyū* 1.1.25 : il est fait mention d'hommes dont la nomination est normale, *gōkaku* 合格, conforme à leur statut, mais n'ayant pas une ancienneté suffisante dans leur précédente affectation, *ningen gerō* 任限下臈, d'un homme ayant bénéficié à son tour de la présentation du département des Règlements, *shikibu no jun* 式部巡, et d'un autre de celle du bureau de police, soit la garde des portes, d'hommes ayant bénéficié de la présentation du département de la Population et de la Chancellerie privée, de secrétaires du ministère et du Contrôle, enfin d'un individu qui est pris pour services exceptionnels, *bekkō* 別功. L'homme qui bénéficie de la présentation du *shikibushō* dépasse celui auquel le tour devait revenir, *chōetsu* 超越, car il aurait de meilleurs services.

12. *Shōyūki Shōryaku* 3.1.20, nomination de Minamoto no Tokiakira, intendant de la maison de la dame de Higashi sanjō en vertu du don, *gokyū* 御給, de cette impératrice entrée en religion, et le même jour sans doute celle de gouverneur de Hyūga d'un membre de la maison de l'empereur En'yū mort l'année précédente. Comme le texte est coupé, le mot de *gokyū* n'y figure pas. *Midō kanpakuki Kannin* 1.8.6, demande du prince qui prend le nom de Koichijō-in. Autre exemple, Fujiwara no Takasuke, qui dès sa promotion au cinquième rang est fait *zuryō* de Hōki par la présentation de l'empereur retiré Sanjō en Kannin 1.1.24, 1017, voir *Kugyō bunin* Kōhei 2.

13. *Honchō monzui*, livre 6, demande de Taira no Kanemori en Tengen 2.7.22, 977. Voir aussi *Shōyūki Kankō* 8.2.1, 1011, Chōwa 2.1.24, 1013 et Jian 1.1.24, 1021, ainsi que d'autres indications faisant état d'un groupe particulier de demandes présentées par les secrétariats du ministère et du Contrôle, les départements des Règlements relatifs aux fonctionnaires civils et de la Population, ainsi que de la garde des portes. Mais il est possible que le tour n'ait concerné de façon certaine chaque année que le secrétariat du ministère et le département des Règlements, *Shōyūki Eiso* 1.1.28, 989.

14. Ono no Fumiyoshi, entra au *gekichō* en 1007, le quitta sans doute à la fin de 1021, car il disparaît alors du *Shōyūki*, qui jusque-là citait sans cesse ce *daigeki* ; il ne reparaît de nouveau comme *daigeki* dans le *Shōyūki* qu'en 1028, Chōgen 2.3.2, mais son absence est certainement motivée par sa nomination à Tosa car, en Chōgen 1.12.30, il est dit ex-gouverneur de Tosa dans le *Sakeiki*. Sugano no Atsuyori entra dans la carrière en 983 et, selon le *Geki bunin*, entra au secrétariat du ministère en 993 ; dès 996 il fut promu au cinquième rang et put en 1001 être nommé à Chikugo. De retour à la capitale, il reprit la fonction de *daigeki*, qu'il quitta de nouveau, cette fois pour le gouvernement de Higo. Il devait poursuivre une longue carrière jusqu'à 1040 au moins.

15. *Shōyūki Manju* 4.1.27, 1027, il y a contestation pour le tour de nomination au poste de *zuryō* entre deux hommes, l'un ayant été nommé et promu avant l'autre, mais n'ayant pas pris rang à ce moment.

16. *Kyūri* 旧吏 : l'ultime phase de la reddition des comptes des *zuryō* était la décision émise par les hauts dignitaires sur les mérites et fautes de leur gestion, *kōka no sadame* 功過定.

17. *Shōyūki Eiso* 1.2.1, 989 : outre Minamoto no Akimasa, Fujiwara no Sadamasa (alias Sadatsugu) fils d'Arikuni, alors grand contrôleur et en grande faveur, fut nommé pour avoir construit le Sushin.in et des bâtiments des sanctuaires de Kamo. Manju 4.12.19, début de 1028 : le directeur de l'office de la Bibliothèque depuis 1016 demande un poste de *zuryō* pour avoir fait fabriquer quantité d'images. Il semble l'avoir obtenu. *Shōyūki Chōwa* 1.8.17., 1012 : Fujiwara no Suketō aurait fabriqué une fausse lettre de son père, second conseiller, qui aurait démissionné pour lui assurer le poste de Shinano. *Midō kanpakuki Kankō* 1.3.4, 1004 : arrivée du riz de Sanuki ; Chōwa 2.4.19, 1013 : les chevaux offerts par le *zuryō* de Shinano nommé l'année précédente ; Kankō 7.8.23, 1010 : départ d'un *keishi* de Michinaga pour Mutsu ; durant son temps de charge jusqu'en 1013, il a offert au moins vingt-neuf chevaux et encore vingt juments, quand il s'occupait de rendre ses comptes, Chōwa 4.7.15, 1015. La vénalité des charges, *baikan* 買官, dont dès le début de 958 Sugawara no Fumitoki demandait l'interdiction, *Honchō monzui* Tentoku 1.12.27, se disait aussi *shokurō* 贖勞, achat frauduleux de services (permettant une nomination) et plus simplement

on disait *ninryō* 任料, le prix de la nomination. *Bekkō* 別功, service exceptionnel est différent dans la mesure où le prix n'est pas exactement fixé. Au XI^e siècle, il est fait de plus en plus mention de *jōgō* 成業, qui est en quelque sorte synonyme de *bekkō* et désigne plus particulièrement les constructions faites pour la cour. *Shōyūki Chōwa* 3.2.7 : affaire de ce que Sanesuke appelle l'achat du décret de nomination du général chargé de la pacification, *chinjufu shōgun* 鎮守府將軍. Il semble d'ailleurs que ce décret avait déjà été émis, mais il est probable qu'il y avait eu une sorte d'engagement.

18. *Konsō* 懇奏, terme qui apparaît plusieurs fois dans le *Shōyūki*, notamment en Eiso 1.2.1 ; le sens me paraît « rapport à l'empereur pour une demande ».

19. *Midō kanpakuki Kankō* 3.10.2, 1006, le candidat choisi est certainement un client, *kenin* 家人, de Michinaga ; *Shōyūki Chōwa* 3.6.17, 1014, nomination du successeur de Tametoki.

20. Fujiwara no Korenori, vers 963-1033, voir sa notice dans *Kugyō bunin*. Ses succès et la protection de Michinaga lui valurent bien des haines. Sanesuke l'accuse d'avoir volé un marchand chinois, *Shōyūki Chōgen* 1.10.10, 1028, et annonce son retour chargé de richesses, *Chōgen* 2.7.11, 1029.

21. Des dernières années du X^e siècle à la fin du premier tiers du XI^e, on compte environ cent quarante-trois Fujiwara, sur lesquels soixante-deux n'ont eu qu'un poste de *zuryō*, quarante-huit, deux, dix-sept, trois et seize, plus de trois. Dans le même temps, il y eut soixante Minamoto, vingt-sept Taira, vingt-deux Tachibana, onze Takashina, dix Ōe et six Sugawara gouverneurs résidants, enfin quarante divers : Abe, Nakahara, Kiyohara, Sugano, Shigeno, Ki, etc., généralement dans des petites provinces. Alors que chacun s'attend à ce que Yorinobu soit nommé à Tōtōmi, Sanesuke fait en sorte qu'il soit affecté à Iwami, *Shōyūki Kannin* 3.1.22 et 24.

22. Le décret de nomination est appelé *ninpu* 任符 ou encore *senpu* 籤符, la pièce nécessaire pour l'obtenir est *honin hōkan* 本任放還. Texte de *Chōkyū* 5.2.28, 1044, livre 22 de *Chōya gunsai*, consultation au sujet de l'inutilité de la décharge pour les fonctionnaires qui ne manient pas les biens publics.

23. Les notes journalières de Michinaga et de Sanesuke sont remplies de visites de *zuryō* venant prendre congé. *Midō kanpakuki Kannin* 3.2.18, 1019, Minamoto no Yorimitsu part pour Iyo, Michinaga lui donne un cheval et des vêtements que lui-même a portés quand l'empereur est venu à Tsuchimikado. *Kankō* 7.8.23, 1010, Fujiwara no Nariie, *keishi*, part pour Mutsu, Michinaga lui donne des vêtements pour sa femme et pour lui, un cheval avec selle pour femme, un second cheval et divers équipements. *Kankō* 6.9.2, 1009, une dame fonctionnaire des services féminins du palais accompagne son mari nommé gouverneur de la province d'Izumo ; elle prend congé de l'impératrice qui lui donne des vêtements. Les exemples pourraient être multipliés.

24. *Chōya gunsai*, livre 22, texte non daté intitulé *kokumu jōjō no koto* 国務条々事. On remarque l'emploi du terme *ryōri* 良吏, dans l'article relatif à la nécessité de disposer de bons guerriers, mais alors qu'au début du X^e siècle, un Yasunori est censé avoir réussi à éviter l'emploi de la force, le *zuryō* de la fin du XI^e siècle ne peut faire autrement que d'y recourir, et cela est considéré comme normal.

25. *Shōyūki Kankō* 5.7.26, 1008, et *Kannin* 2.12.7, début de 1019.

26. *Midō kanpakuki Kannin* 1.3.15, 1017, destitution de Minamoto no Yorichika, *Fusō ryakki Eishō* 4.12.28, le Kōfukuji attaque sa résidence, *Eishō* 5.1.25, 1050, il est condamné à l'exil. *Midō kanpakuki Kankō* 6.8.9, 1009, le gouverneur de Chikugo revient à la capitale présenter une plainte en vingt articles sur les illégalités commises par le *dazaifu*, *Shōyūki mokuroku Kankō* 6.9.14, l'adjoint perd sa fonction ; *Midō kanpakuki Chōwa* 2.11.17, 1013, le gouverneur de Bungo se plaint de l'adjoint principal. Deux gouverneurs généraux du *dazaifu* ont été rappelés à la suite d'un conflit, le premier, Taira no Korenaka, pourtant très bien en cour auprès de Michinaga, avec le sanctuaire d'Usa, *Midō kanpakuki Kankō* 1.3.24, 1004, *Nihon kiryaku Kankō* 1.12.28, et le second, Fujiwara no Sanenari, avec l'Anrakuji, *Hyakurenshō Chōryaku* 2.2.19, 1038. Sanenari perdit même son rang de second conseiller.

27. *Zenjō* 善状, bonne lettre : souvent demande que le gouverneur soit prolongé, mais peu de réponses positives, semble-t-il. *Nihon kiryaku* Eien 1.7.26, 987, province de Mino ; *Gonki Chōhō* 2.2.22, 1000, le gouverneur de Mino précédemment relevé de ses fonctions retrouve son poste : les habitants de la province sont venus le demander, il s'agit d'une demande sans que le mot bonne lettre soit écrit ; *Midō kanpakuki* Kankō 6.9.12, 1009, Ōmi ; Chōwa 1.9.22, 1012, Yamato ; Chōwa 2.12.9, début de 1014, Owari ; *Sakeiki* Kannin 1.8.5, 1017, Etchū ; Kannin 1.11.12, 1017, Ise ; Kannin 3.9.23, 1019, Tanba ; *Shōyūki* Manju 1.8.21, Noto ; *Shōyūki mokuroku* Manju 2.1.29, 1025, Ise ; *Shōyūki* Manju 4.5.8, 1027, Hitachi ; Chōgen 2.2.11, 1029, Bizen ; *Shōyūki mokuroku* Chōgen 3.7.27, Kaga ; Chōgen 5.1.21, 1032, Mimasaka ; Chōgen 5.6.29, Owari ; *Shunki Chōryaku* 2.11.1, 1038, Tajima. Dans l'affaire de Kaga de 1014, il n'y eut, semble-t-il, pas de bonne lettre mais un témoignage oral, voir note 30.

28. *Shōyūki* Jian 3.12.23, début de 1024, incendie de la maison du gouverneur de Tanba ; Chōgen 1.7.24, 1028, la plainte contre le gouverneur de Tajima, mais seulement orale.

29. Au sujet des plaintes, *urei* 愁, ou *shūso* 愁訴 : ont perdu leur poste, outre le gouverneur d'Owari Motonaga rappelé en 988, *Shōyūki* Chōhō 1.7.16 et 1.9.25, 999, le gouverneur d'Awaji, remplacé après un interrogatoire ; *Gonki* Kankō 4.7.23 et 4.10.29, 1007, le gouverneur d'Inaba a assassiné un adjoint, homme de la province, d'où plainte des habitants : il est convoqué pour interrogatoire et remplacé mais pas d'autre sanction ; on peut joindre à ces trois, *Midō kanpakuki* Kankō 5.2.27, 1008 : le gouverneur d'Owari, à la suite d'une plainte contre lui, est prévenu qu'il lui faut s'amender ; il a été remplacé l'année suivante, peut-être par suite de la plainte.

30. *Gonki* Chōhō 3.12.2, 1001, plainte contre le gouverneur du Yamato, il est maintenu ; *Midō kanpakuki* Chōwa 1.9.22, 1012, plaintes croisées du gouverneur de Kaga contre les habitants et des habitants contre le gouverneur en trente-deux articles, enquête contradictoire, et Chōwa 2.12.9, début de 1014, le gouverneur accompagné d'administrateurs de district et d'employés se justifie, le conseil le déclare sans faute, il est un protégé de Michinaga, qui demande qu'on ne présente pas à l'empereur l'ensemble du dossier ; *Shōyūki* Kannin 3.6.20, 1019, une plainte des habitants de Tanba déclenche une bagarre aux portes du palais, car le gouverneur veut les arrêter, la plainte est reçue, mais le gouverneur maintenu et les habitants viennent réparer les barrières de sa maison, *Sakeiki* Kannin 3.9.24, les habitants apportent une bonne lettre à son sujet ; *Shunki* Chōkyū 1.6.3, les *gunji* contre le gouverneur de Sanuki, qui est remplacé ; mais il était, semble-t-il, en fin de charge ; pas de sanction.

31. *Midō kanpakuki* Chōwa 5.8.25, 1016, plainte des habitants d'Owari reçue mais résultat inconnu ; *Shōyūki mokuroku* Manju 3.2.22, 1026, plainte des habitants d'Iga contre le gouverneur ; *Sakeiki* Manju 3.3.29, plainte du gouverneur d'Iga contre un copiste, résultat inconnu ; *Shunki* Chōkyū 1.12.23 et 2.2.1, plainte d'habitants d'Izumi présentée devant le palanquin de l'empereur, puis sur le passage du grand chancelier ; résultat inconnu.

32. Les termes utilisés, *chōnin* 重任, renouvellement, et *ennin* 延任, prolongation, sont propres au vocabulaire administratif du Japon. En Chine et au Japon encore au VIII^e siècle, 重任, lu *jūnin*, désigne une charge importante. Le premier exemple de l'emploi de *chōnin* pour renouvellement date de 864, *Heian ibun*, texte 142, Jōgan 6.1.13 : des dignitaires bouddhiques demandent le renouvellement de leurs charges. Mais dans le monde des fonctionnaires provinciaux les exemples sont plus tardifs, fin X^e siècle. Les indications du *Hokuzanshō* se trouvent au livre 10.

33. *Midō kanpakuki* Kankō 2.12.21, début de 1006, demande accordée du gouverneur de Harima, et 2.12.25, demande de renouvellement du gouverneur de Bizen, de prolongation des gouverneurs de Sanuki et Iyo ; les autorisations sont accordées car ces hommes proposent d'aider à la reconstruction du palais. *Sakeiki* Manju 3.2.29 1026, demande accordée du gouverneur d'Ōmi. *Midō kanpakuki* Kankō 1.9.interc.5 et 13, 1004, renouvellement accordé par un ordre impérial, *senji* 宣旨, le demandeur est très apprécié de Michinaga.

34. *Geyujō* 解由状, document donnant la cause pour laquelle le prédécesseur est libéré de sa charge (il semblerait que la Chine a commencé à user de ce terme après qu'il était entré dans

l'usage au Japon) ; on disait aussi *honin geyu* 本任解由 ou *honin hōkan* 本任放還. *Fuyogeyujō* 不與解由狀 est le document tenant lieu de décharge.

35. Cas du gouverneur d'Ōsumi, *Shōyūki Chōwa* 3.2.26, 1014 ; cas de Hironari, *Shōyūki Chōwa* 3.11.28. Du temps de Yorimichi, cas du gouverneur de Mino, *Shōyūki Jian* 1.8.8, 1021, et cas du gouverneur de Dewa, *Shōyūki*, Manju 4.5.15, 1027, commentaire de Sanesuke, *chōken nashi* 無朝憲.

36. Inspecteur chargé de la relève, *kōtaishi* 交替使. Son nom figure parmi ceux d'autres envoyés dans un décret de Tenchō 2.5.10, 825, du *Ruijū sandai kyaku*. Il est aussi nommé *kenkōtaishi* 檢交替使.

37. Le document tenant lieu de décharge devait être en deux exemplaires, un pour les offices des Comptes, *shukeiryō* 主計寮, et des Ressources publiques, *shuzeiryō* 主税寮, et un pour le bureau d'Examen des décharges, *kageyushi* 勘解由使. Parmi les documents annexes, qui entraient dans les pièces jointes, *zokubun* 続文, les diverses autorisations de diminutions du riz des ressources publiques, *gensei* 減省, ou bien les décrets, *kanpu* 官符, ou éventuellement les ordres, *senji* 宣旨, autorisant un gouverneur à ne s'occuper que de ses registres et de ceux de son prédécesseur, en fait de la dernière année de charge de son prédécesseur, et de négliger les retards laissés par les prédécesseurs plus anciens (autorisation dite *okkan* 越勘).

38. Sur le rôle du Contrôle dans la décision de présenter un dossier, *Gonki Chōhō* 5.1.13, 1003. Examen et décision sur les gestions de *zuryō*, *kōka no sadame* 功過定, cette graphie est celle du *Hokuzanshō* et de Fujiwara no Michinaga. Fujiwara no Sanesuke utilise en outre 功課定. Description d'une séance livre 4 du *Gōke shidai*, et demande d'un *zuryō*, dans *Chōya gunsai*, livre 28, Enkyū 4.1, 1072. Toujours dans le *Chōya gunsai*, livre 27, textes de Eikyū 6.2.15, 1118, et de Ten.ei 1.12.17, début de 1111, au sujet de registres divers fabriqués dans les offices et qui leur sont présentés pour vérification ; commande a été passée à un individu qualifié de *saiji* 濟事.

39. Cas du gouverneur d'Ise, démissionnaire en 1006 : *Shōyūki Chōwa* 2.1.22, 1013, décision définitive sur sa gestion. Kannin 1.9.1, 1017, malgré un dossier insuffisant, le gouverneur de Shinano obtient son quitus ; *Chōwa* 3.1.23 et 24, 1014, le dossier de l'ex-gouverneur de Bingo n'est pas accepté, il l'est seulement en *Chōwa* 3.10.15. Beaucoup d'autres exemples pourraient être cités.

40. Affaire de Minamoto no Yorichika, destitué en 1017 : *Midō kanpakuki Kannin* 1.3.15 ; discute pour ne pas livrer la soie réclamée par Sanesuke : *Shōyūki Kannin* 1.12.26. ; reçoit une décharge définitive : *Kannin* 3.1.23, 1019.

41. *Shōyūki Chōwa* 4.4.9. et 18., 1015, Kunitaka est devenu moine et ergote pour ne pas régler un arriéré de soie. Manju 2.2.26., discussion sur la rédaction d'un ordre pour faire payer par la famille les arriérés dus par un *zuryō* entré en religion ; plutôt que *shison* 子孫 le terme de *goke* 後家 est adopté. *Shunki Chōryaku* 3.10.15., 1039, Sukefusa cite les cas de deux *zuryō* récemment entrés en religion dont la famille a été épargnée.

42. *Shunki Tengi* 2.5.3, Sukefusa, auditeur, et son père Sukehira, second conseiller, se dispensent d'aller à une séance du conseil pour visiter la résidence de Kunitsune, *zuryō* qui a déjà eu plusieurs affectations provinciales.

43. Livre *Hahakigi* du *Genji monogatari* : la nuit passée par le héros chez le gouverneur de Kii est parfaitement conforme aux habitudes des grands, qui usent ainsi assez librement des résidences de *zuryō*, car ces derniers possèdent souvent des maisons plutôt vastes et agréables. Livre *Akashi* : le cas de l'ancien gouverneur de Harima devenu moine et retiré à Akashi est, par certains côtés, normal. Des fils cadets de ministres, fils d'épouses secondaires, ont pu devenir *zuryō*. Mais, en vieillissant, il devenait beaucoup plus désagréable d'être dépassé par de jeunes hauts dignitaires de sa parenté : l'entrée en religion était une porte de sortie acceptable. Il n'est pas impossible aussi, quoique assez rare, que d'anciens gouverneurs aient préféré s'installer dans une province, mais de préférence dans le Nord ou à Kyūshū et c'est plutôt le fait de *zuryō* de type guerrier. Ce qui est romanesque dans le personnage de l'habitant d'Akashi entré en religion est le choix d'un lieu de résidence éloigné de la capitale et l'ambition qu'il nourrit pour sa fille, alors qu'il a rompu

toutes relations avec le monde de la cour. Livre *Azumaya* : le *zuryō* dont le portrait est le plus élaboré est le gouverneur de Hitachi, époux de la mère d'Ukifune. Il n'est pas flatté, mais il est certes vraisemblable. Les notes journalières de Michinaga et de Sanesuke ne sont pas très indulgentes pour des hommes, pourtant souvent utilisés, comme Minamoto no Yorinobu et son frère Yorichika ; elles laissent transparaître une sorte de mépris pour des individus habitués à la vie agitée de l'Est et peu respectueux de la vie humaine. En revanche, leur frère Yorimitsu, lui aussi considéré comme bon guerrier, a su remeubler admirablement la résidence de Tsuchimikado et a vécu assez familièrement avec certains hauts dignitaires, dont Michitsuna, le propre frère consanguin de Michinaga. Car les gouverneurs guerriers sont loin de former la majorité de ceux qui paraissent dans les notes journalières des grands, notamment dans le *Shōyūki* de Fujiwara no Sanesuke. Bien des *zuryō* y figurent comme interlocuteurs intéressants, seuls liens avec le pays et sources de tout ce qu'un ministre pouvait savoir de sa gestion. En outre, beaucoup étaient capables de tenir honorablement leur place dans les séances de compositions poétiques.

44. Malgré les protestations de parfaite véracité de l'auteur, il s'agit bien d'une biographie exemplaire, qui renseigne plus sur l'idéologie du bon gouverneur de province que sur le travail concret accompli par Yasunori. *Fujiwara no Yasunori den* 藤原保則伝 (en *kanbun*), in vol. *Kodai seiji shakai shisō*, n° 8 de la collection *Nihon shisō taikēi*, Tōkyō, Iwanami shoten, 1979. (Texte établi sur le manuscrit de la bibliothèque Sonkeikaku, lecture en langue moderne et notes d'Ōsone Shōsuke).

45. Le texte de Miyoshi no Kiyoyuki 三善清行, 847-918, futur auditeur comme son héros Fujiwara no Yasunori, commence par une lacune ; il devait sans doute s'y trouver un résumé du début de la carrière de Yasunori. Il appartenait à la branche du Sud de la maison Fujiwara par son père, sa mère était une Abe. Selon le *Kugyō bunin*, né en 825, il obtint son premier poste en 855, il fut successivement fonctionnaire de troisième classe des départements des Affaires des nobles, de la Population et, en 863, des Règlements relatifs aux fonctionnaires civils. Il atteignit le cinquième rang inférieur mineur en 864 et fut nommé adjoint surnuméraire de Bitchū en 866. En fait il était le *zuryō*.

46. La phrase « sur les chemins on voyait des hommes morts de faim » est incomplète. Le texte a là une lacune de deux caractères : il manque les mots « chemin » et « morts de faim », soit *dōkin*, il ne reste que *ainozomu* 相望. Il s'agit d'une phrase tirée du *Saden* et qui décrit une situation de famine où les morts, se faisant face, encombre les chemins. Le texte de Kiyoyuki est rempli d'expressions tirées du *Rongo*, du *Kanjo*, du *Gokanjo*, du *Shiki*, du *Monzen*, soit les ouvrages étudiés dans la voie des lettres. Il y en a tant qu'il serait trop long de les signaler toutes.

47. Selon le *Nihon sandai jitsuroku*, les deux districts du nord de Bitchū reçoivent une exemption de la taxe foncière à cause de la sécheresse et des maladies en Jōgan 8.10.8, 866, soit quand Yasunori arrive dans la province.

48. Asano no Sadayoshi a administré la province de 857 à 862. La brutalité du mauvais gouverneur est un thème banal. Il est à noter que le gouverneur n'a pas le droit de condamner à mort, mais il peut condamner à cent coups de bâton.

49. Kiyoyuki décrit le gouverneur dont l'administration est humaine, *jinsei* 仁政, avec les clichés habituels empruntés à la Chine et plus ou moins applicables au Japon. Ainsi l'expression « libérer les hommes réduits en esclavage » comporte le terme *torei* 徒隸, qui n'est pas en usage dans l'administration japonaise ; de plus on ne voit pas que les gouverneurs aient eu cette prérogative. Le pardon des fautes légères est recommandé dans le *Rongo*, de même l'affluence des hommes là où le gouvernement est bon, livre 13.

50. Les *zuryō* étaient tenus de faire rentrer la taxe foncière, *so* 租, mais il y avait souvent des arriérés et il était rare qu'un gouverneur pût combler les arriérés de ses prédécesseurs. Ceci fait, il pouvait présenter des registres en ordre aux bureaux de la capitale qui lui délivraient un reçu,

henshō 返抄. La conduite de Yasunori est donc exceptionnelle et presque incroyable. Il en était de même pour le tribut en nature, *chōyō* 調庸.

51. À Bitchū comme à Bizen, Yasunori, qu'il soit adjoint, *suke*, ou gouverneur surnuméraire, *gon no kami*, est le *zuryō*.

52. On trouve dans le *Rongo*, au livre 2, l'utilisation de la honte pour transformer les hommes, et au livre 12, l'image des herbes se courbant sous le vent.

53. Kibitsu jinja, le premier sanctuaire de la province, la divinité était alors du deuxième rang. Avant l'arrivée de Yasunori, en 855, Saikō 2.2.13, *Montoku jitsuroku*, une nuit par trois fois grelots et miroir firent entendre des bruits. L'apparition de la divinité au gouverneur est peut-être une pieuse invention, mais on trouve aussi en Chine de bons gouverneurs qui savent faire des divinités leurs auxiliaires ; voir J. Lévi, « Les fonctionnaires et le divin » dans *Cahiers d'Extrême-Asie*, 1986.

54. *Fukun* 府君, le seigneur du chef-lieu de la province, le gouverneur selon le dictionnaire *Iroha jiruishō*. En Chine titre d'un administrateur provincial sous les Han. Hakui 伯夷 : personnage qui figure dans le *Mōshi* (Mencius), livre *Banshō*, 2. Il n'acceptait de charge que d'un bon prince et ne voulait administrer qu'un peuple vertueux. On peut douter qu'un simple aubergiste ait connu le nom de Hakui.

55. Normalement des provisions de route étaient accordées aux porteurs du tribut. Yasunori montre son indulgence en traitant ainsi le voleur.

56. Les administrés qui veulent retenir leur bon gouverneur et les vieillards qui lui offrent du saké, ces traits sont aussi habituels en Chine dans les biographies des bons administrateurs. Notamment dans la section des administrateurs honnêtes du *Gokanjo*, un certain *Mōshō* 孟嘗 a rétabli une région ravagée par la famine ; quand il part le peuple arrête sa voiture et il doit prendre un bateau. Au sujet de Yasunori, des habitants, par l'entremise des anciens, ont-ils pu vouloir ainsi montrer leurs regrets de perdre un si bon gouverneur ? Normalement les gouverneurs étaient régalez à leur arrivée. Les vieillards sont les habitants les plus respectés et même un gouverneur honnête ne peut refuser leurs dons de nourriture.

57. *Kantō no iainaku* 無甘棠之遺愛 sans laisser un souvenir aimable comme celui de l'homme (qui se reposait) sous le poirier sauvage : allusion à un passage du Livre des Vers, *Shikyō*, dans lequel il est question d'un bon ministre du temps des Shū, nommé Shōhaku 召伯.

58. *Kōji* 講師, instructeur provincial, moine nommé par l'administration centrale pour contrôler les affaires du bouddhisme dans la province, il réside au temple provincial. Le *sūtra Hannya shingyō* 般若心經 est un *sūtra* court qui contient à la fin des formules pour écarter les calamités.

59. Yasunori comprend sans doute qu'il a fait une erreur en acceptant le riz.

60. Yasunori justifie la croyance dans le caractère dangereux des fonctions de justice et de police par l'exemple de Kōyō 皐陶. Selon le Livre des Documents, *Shokyō*, livre 1, il fut chargé de la justice par l'empereur mythique, fondateur de la civilisation, Gyō 堯. On voit au livre 2 que la bonne administration de la justice se caractérise par la publicité des châtiments, *shōkei* 象刑, expression que certains comprennent comme « montrer en image les châtiments » pour ne pas avoir à les appliquer, mais qui, dans la bouche de Yasunori, a sans doute bien le sens de châtiment donné en public donc censé être exemplaire. On sait en effet qu'au Japon il appartenait au bureau de police d'enchaîner et battre publiquement les condamnés. Le bon fonctionnaire de justice était dans la Chine aidé par une force quasi divine représentée par un animal fabuleux, *kaichi*, la licorne qui désigne ceux qui se conduisent mal et donc aide les fonctionnaires à discerner les coupables. Dans les Mémoires historiques, *Shiki*, livre 2, quand U, successeur de Shun, chercha un successeur, il pensa à Kōyō mais celui-ci mourut et U donna des principautés, Ei et Riku, à ses descendants. Or, livre 36 du *Shiki*, elles furent anéanties à la fin du VII^e siècle avant notre ère. Dans le *Shunjū sashiden*, livre 8, la destruction des principautés régies par les descendants de Kōyō est mentionnée, avec le commentaire que Kōyō n'est plus vénéré, que les traces des sages du passé disparaissent et que le peuple n'est plus secouru. Mais l'idée que ce qui

est arrivé à la descendance de Kōyō est dû aux fonctions qu'il a assumées est une interprétation de Yasunori. Interprétation courante au Japon et que des membres du bureau de police admettaient. Ils craignaient la vengeance des esprits irrités des condamnés.

61. *Shōfu* ou *tani* 商布, pièce de chanvre destinée à servir de monnaie d'échange. *Shoku Nihongi* Wadō 7.2.2, 714, le tissu *shōfu* doit avoir par pièce une longueur de deux *jō* et six *shaku*, soit 7,66 mètres. Le tissu de chanvre du tribut en nature avait par pièce cinq *jō* deux *shaku*, soit 15,38 mètres. Des textes du début du x^e siècle attestent de l'équivalence de dix gerbes, *soku*, pour une pièce de *shōfu*. Ces pièces étaient très utilisées pour achats de rangs, aumônes et gratifications. Dans les provinces, les fonctionnaires levaient du riz pour achat de ces pièces de *shōfu*, qui, envoyées à la capitale, étaient de nouveau échangées contre du riz pour la nourriture des fonctionnaires durant leur service. Toutes ces opérations étaient l'occasion d'exiger plus de riz des contribuables.

62. *Nihon sandai jitsuroku* Gangyō 2.3.29, 878, annonce de la révolte des Ebisu par le gouverneur Fujiwara no Okiyo. Ce personnage, membre de la branche du Sud des Fujiwara, avait déjà gouverné diverses provinces depuis 851, dont Mutsu. Après son échec devant la révolte il fut remplacé, mais fut plus tard gouverneur d'Ise, il mourut en 891. Son adjoint commandait le château d'Akita établi en 733 et reconstruit après le tremblement de terre de 830. On ne sait qui était Yoshimine no Chikashi. Le siège de l'administration provinciale, *kokufu* 国府, dans le texte *fu no shiro* 府城, se trouvait dans le district de Dewa. Selon le *Sandai jitsuroku* Gangyō 5.4.25, 881, depuis l'attaque de Gangyō 2 cent soixante et un édifices publics ont été détruits et vingt-huit tours et ouvrages de défense.

63. Le chef de la contre-attaque, le fonctionnaire principal de troisième classe de la province de Mutsu nommé pour la circonstance *ōryōshi* 押領使, c'est-à-dire chef des troupes chargées de pacifier la contrée, est Fujiwara no Kaminaga. Malgré sa défaite, il semble avoir été plus tard nommé gouverneur d'Izumo. Les trois chefs du contingent de Dewa sont Fujiwara no Munetsura, qui semble en fait avoir été alors adjoint, Fun.ya no Arifusa qui venait d'être nommé fonctionnaire de troisième classe et dont la famille avait eu depuis le début du siècle des nominations dans le Nord, et Ono no Haruzumi, fonctionnaire de troisième classe surnuméraire. Le camp de la nouvelle armée est au nord de la rivière Akita. Selon le *Sandai jitsuroku* Gangyō 2.6.7 après quelques petites escarmouches et la mort au combat de Fun.ya no Arifusa, l'armée de la cour, qui avait réoccupé le site du château d'Akita, est défaite. Au sujet du maître d'arbalète, *doshi* 弩師, selon le *Ruijū sandai kyaku*, Kōnin 3.4.2, 812, première nomination d'un maître d'arbalète dans le Nord, au *chinjufu* 鎮守府 ; en 828, Tenchō 5.1.23, il est précisé que le *doshi* est nommé par le département des Affaires militaires, et qu'il a même statut que les commis aux écritures. Ces hommes pouvaient être à l'origine de simples sujets contribuables. La défaite, selon le *Sandai jitsuroku*, entraîne la perte de trois cents armures et mille cinq cents chevaux, ainsi que de vêtements et d'approvisionnements en riz.

64. Kiyoyuki met dans la bouche de Fujiwara no Mototsune une phrase de modestie qui n'a sans doute pas été prononcée alors, car Mototsune ne savait pas encore qu'à l'instar de Iin il ferait abdiquer l'empereur. En effet dans Ishū il y a I qui désigne Iin, 伊尹, ministre du fondateur de la dynastie des Shō 商, trouvant l'héritier indigne, il prit un temps la régence. Quant à Shū, il s'agit de Kōtan 公旦, frère cadet du roi fondateur de la dynastie des Shū 周, il a aussi exercé un temps la régence. Or, plus tard, au début du règne de l'empereur Uda, il fut question de donner à Mototsune le titre d'*akō* 阿衡, qui avait été celui de Iin. Ce fut l'occasion d'un conflit célèbre, *akō jiken*, entre l'empereur et Mototsune.

65. Cette phrase semble venir du *Nihon shoki* Kōgyoku 1.9, soit 642, plusieurs milliers d'Ebisu ont fait leur soumission, mais, en 878, cela fait un peu plus de deux cents ans, et entre 642 et 878, il y a eu plusieurs expéditions contre les Ebisu, dont notamment celles du début du ix^e siècle.

66. Sakanoue no Tamuramaro, 坂上田村麻呂, 758-811, en 787, il était capitaine de la garde du corps. En 791, il fut envoyé combattre les Ebisu, en 795, il devint gouverneur de Mutsu et, en 797,

il fut nommé *seिताishōgun* 征夷大將軍. Il repoussa vers le nord les Ebisu non encore soumis, établit face à eux la nouvelle forteresse d'Izawa 胆沢 et y transporta le siège de l'organe chargé de la pacification, *chinjufu* 鎮守府. En 803, poussant encore vers le nord il établit le château de Shiwa 志波. En 805, en récompense de son action de pacification dans le Nord, il fut nommé auditeur, puis successivement second conseiller et grand conseiller.

67. Ono no Harukaze, 小野春風, *Nihon sandai jitsuroku* Jōgan 12.3.29, 870, il demande et reçoit l'armure de son père qui a mâté une révolte dans le Nord, il est alors gouverneur de Tsushima. En Gangyō 2.6.8, le lendemain du jour de l'arrivée à la cour de la nouvelle de la défaite des troupes de Kajinaga, il est nommé général chargé de la pacification, *chinjufu shōgun*, alors qu'il est en disponibilité, et prend la tête de cinq cents hommes envoyés par la cour. En Gangyō 2.7.10, de Dewa, Yasunori demande des renforts qui lui sont refusés avec le conseil de faire comme en Chine et de faire battre les rebelles entre eux. Harukaze par la suite fut directeur du service de la Table, puis en 887 gouverneur de Settsu.

68. Sakanoue no Yoshikage 坂上好陰, descendant de Tamuramaro, son père fut gouverneur de Mutsu.

69. Littéralement les « captifs », *toriko* 虜, appelés aussi depuis le VIII^e siècle *pushū* 俘囚, les deux caractères ayant le sens de *toriko*. Ce mot désignait ceux des barbares du Nord, Emishi ou Ebisu, 蝦夷 ou 夷, qui s'étaient soumis à la cour. Le texte indique donc que les révoltés avaient déjà précédemment fait allégeance à la cour. Au sujet de leur langue, on ne sait rien. Les spécialistes hésitent au sujet des Ebisu, sont-ils des Aïnous ? Ou des hommes semblables aux habitants du reste de l'archipel ? La thèse Aïnous, qui avait disparu, semble reprendre vigueur.

70. La soumission des Ebisu semble donc avoir été acquise assez vite : Yasunori est arrivé au siège du gouvernement provincial le 10^e jour de la 7^e lune de 878, Harukaze est entré dans la région révoltée à la 8^e lune ; au début de la 12^e lune les soumissions étaient à peu près achevées et la cour reçut la nouvelle de la pacification au début de la 3^e lune de l'année suivante, 879. Cette soumission si rapide ne manque pas de soulever quelques questions. Peut-on se satisfaire de l'attribuer uniquement à la politique bienveillante de Yasunori ? Il est probable que d'autres facteurs ont dû intervenir et que les subalternes de Yasunori, bons connaisseurs de la région, ont dû habilement diviser les révoltés.

71. Cette région du Nord, éloignée de la cour, soumise à des règles un peu différentes de celles appliquées dans les autres provinces, attirait les aventuriers, de même d'ailleurs que l'île de Kyūshū. Kiyoyuki n'est jamais allé dans le Nord. Il semble qu'il se croit obligé de vanter l'opulence de cette région, uniquement parce que Yasunori l'a un temps administrée.

72. *Shutara Abidon* 修多羅阿毘曇, deux des trois magasins, *zō* 藏, entre lesquels sont répartis les textes bouddhiques : *shutara* sont les *sūtra*, *abidon* ou *abhidharma* sont les commentaires ou traités.

73. La province de Sanuki était réputée pour avoir fourni des membres de la voie du droit. Gu et Zei sont des provinces de la Chine du temps de Kōtan des Shū. Toujours en querelle les seigneurs de ces provinces vinrent solliciter l'arbitrage de Kōtan et, quand ils virent ce qui se passait dans sa région, où il n'y avait pas de querelles au sujet des digues et des chemins, ils repartirent pleins de honte, voir *Shiki*, 4^e livre.

74. Quand Yasunori est nommé adjoint principal du gouvernement général, *dazai daini* 大宰大貳, il n'y a pas de gouverneur général résidant, *sochi* 帥 ; il est donc la première autorité de l'île.

75. Des attaques de pirates venus de Shiragi étaient toujours possibles et il devait en survenir une en 893, *Nihon kiriyaku* Kanpyō 5.5.22. Il est probable que la suite manquante de la phrase attribuait à Yasunori le mérite d'avoir préparé l'île à repousser l'attaque.

76. Expression tirée d'un poème du Livre des Vers, *Shikyō* : 自応食糧改音, *onozukarani kuwa no mi wo kuchi.ite koe wo aratamubeshi*. Littéralement « tout naturellement ils mangent des mûres et leur voix peut s'améliorer » : de même que des oiseaux venus dans le bois du centre de la principauté

de Lou en mangent les fruits et voient leur chant s'améliorer, des barbares venus d'ailleurs se civilisent après avoir mangé les fruits d'un pays civilisé.

77. Il devait se trouver dans la seconde lacune la fin de la carrière de Yasunori. Il retourna à la capitale en 891, fut nommé auditeur, *sangi*, Kanpyō 4.4.28, 892, à l'âge de soixante-sept ans, tout en conservant son poste de grand contrôleur de gauche. En 893, il quitta son poste du Contrôle et fut nommé chef du département de la Population. Il mourut en 895, selon le *Kugyō bunin*, sans avoir officiellement démissionné.

78. Ono no Fujio 小野葛絃, fils de Takamura et père du calligraphe Michikaze. Il atteignit le cinquième rang en 877 et fut gouverneur de Kaga et Echizen, ainsi qu'adjoint principal du gouvernement général de Kyūshū, justement à l'époque de l'exil de Sugawara no Michizane. Est-ce la raison pour laquelle Kiyoyuki le donne pour bon fonctionnaire distingué par Yasunori ?

79. Sugawara no Michizane 菅原道真, 845-903, fut nommé gouverneur de Sanuki en 886. Le plus brillant des lettrés de son temps, il fut le premier des docteurs de la voie des lettres à devenir ministre. L'auteur de la biographie de Yasunori, Kiyoyuki, n'a pas été son élève mais celui d'un autre docteur. Il avait donc contre lui des griefs car Michizane, qui fut son examinateur, avait commencé par refuser ses dissertations de fin d'études. Kiyoyuki faisait partie d'un groupe de fonctionnaires lettrés qui blâmaient l'élévation de Michizane au rang de ministre. Il n'est sans doute pas mécontent de rapporter ce jugement de son héros Yasunori à l'encontre de Michizane. Ou bien a-t-il fait dire par Yasunori ce que lui-même pensait ?

80. Kiyoyuki livre dans le paragraphe final ses sources et le but qu'il poursuit en rédigeant cette biographie exemplaire, montrer ce qu'est un *ryōri*, bon fonctionnaire, et donner envie de l'imiter. Kiyoyuki, dont la carrière, achevée au grade d'auditeur, est assez semblable à celle de Yasunori, a été nommé au secrétariat du département des Affaires de la cour en 886, ce qui lui a permis de consulter les archives, notamment les édits impériaux émis à l'occasion des troubles du Nord et peut-être les notes rassemblées pour la confection du *Nihon sandai jitsuroku*. Kiyoyuki a été nommé adjoint, *zuryō*, de Bitchū en 893, soit plus de vingt ans après le départ de Yasunori de cette province, mais il n'est pas impossible qu'il ait parlé avec des hommes qui se souvenaient de Yasunori. Il tient à affirmer sa parfaite véracité. Il se défend d'avoir embelli le tableau du *ryōri* 良吏, mais en sa qualité de lettré il ne pouvait qu'utiliser quantité d'expressions chinoises assez recherchées, tirées du *Rongo*, du *Shiki*, du *Kanjo* et du *Gokanjo* et d'autres encore. Il compare Yasunori à Anshi 晏子, dont la biographie se trouve au livre 8, deuxième des *Retsuden* du *Shiki*. Anshi fut au service de trois princes de Sei, 齊, il se distingua par son économie, sa sobriété et son zèle, par les bons conseils qu'il donnait au prince, donc les vertus de Yasunori peuvent être rapprochées de celles d'Anshi. Dans le *Rongo*, livre 5, Confucius dit de lui : « Anshi savait comment traiter les gens, plus on le connaissait, plus on le respectait. » (tr. P. Ryckmans). Kiyoyuki exprime son désir de faire pour Yasunori ce que Shiba Sen a fait pour Anshi, par une citation du *Rongo*, livre 7, dans laquelle Confucius déclare que, si la richesse était chose qu'on pût rechercher, il le ferait même en se faisant celui qui manie le fouet, c'est-à-dire un homme de basse condition. Le sens est que pour atteindre un but souhaitable il faut être prêt à tout, même à se contenter de basses fonctions. Puis Kiyoyuki se compare à un lettré chinois, Sai Hakukai 蔡伯諧, 133-192, auteur d'inscriptions. Il est dit dans le *Gokanjo*, livre 98, biographie de Kaku Tai 郭太, nom écrit par Kiyoyuki 郭泰, que Sai Hakukai aurait dit : « J'ai fait beaucoup d'inscriptions, dans toutes il y a (une ombre) de honte sur la vertu. Kaku Tai est le seul dont la voie est absolument exempte d'aspects honteux. » Ce Kaku Tai, 128-169, était un bon lettré qui eut beaucoup de disciples, mais vécut retiré sans fonction dans son village. Kiyoyuki prend cet exemple non parce qu'il s'agit d'un bon fonctionnaire, mais parce que Kaku Tai est un exemple d'intégrité.

81. Le *Shin sarugakuki* 新猿樂記, texte en *kanbun*, fut composé par Fujiwara no Akihira 藤原明衡 (989-1066), fonctionnaire de la voie des lettres, sans doute vers la fin de sa vie. Texte dans le *Gunsho ruijū*, fasc. 136, et dans le volume 8 de la collection *Nihon shisō taikēi*, éd. cit., avec des notes d'Ōsone Shōsuke.

82. *Shishi ha shuppen no zu nari* 刺史執鞭之図, *shishi* est un synonyme chinois de gouverneur de province. L'expression *shuppen no zu* semble tirée du *Rongo*, livre 7, où il est question d'un subalterne qui manie le fouet, sans doute pour ouvrir le passage à son supérieur. Mais dans le *Rongo* ce subalterne est simplement nommé *shi* 士, or dans le *Shin sarugakuki* on a *zu*, peut-on penser que l'auteur a pris le caractère 図 pour le son et qu'il s'agit en réalité de *zu* 徒 ? L'application serait d'autant plus pertinente que Confucius, *Rongo*, livre 7, dit à peu près que s'il était possible de s'enrichir honnêtement, il n'hésiterait pas à prendre le fouet (pour dégager la route devant un supérieur). Or ce *rōdō* profite de sa position de subordonné d'un *zuryō* pour s'enrichir. Cette interprétation est celle proposée par l'éditeur du volume de la collection *Nihon shisō taikēi*. Cependant une autre édition, celle de la maison d'édition Gendai shichōsha, propose de comprendre l'expression *shuppen no zu* comme 鞭をとり馬をのりまわす計画をすすめる, *muchi wo tori uma wo norimawasu keikaku wo susumeru* : « faire avancer le dessein de conduire avec le fouet le cheval du gouverneur ». La première interprétation me paraît meilleure.

83. Cette phrase, même si elle est manifestement exagérée, indique cependant que ce valet d'armes n'est pas attaché à un seul gouverneur, mais qu'il s'engage auprès de l'un ou de l'autre, sans doute selon ce qu'il juge le plus avantageux.

84. Ces diverses opérations sont prescrites dans le texte non daté du *Chōya gunsai*, livre 22. Pour l'installation au siège du gouvernement provincial, il convenait d'avoir choisi un jour favorable et de présenter auparavant le décret de nomination. Ce même jour, le nouveau *zuryō* reçoit le cachet de la province et les clefs. Le salut aux divinités locales doit aussi être accompli un jour faste. Souvent le gouverneur et sa troupe sont régalez pendant trois jours à leur arrivée ; un bon gouverneur peut commencer par épargner cet ennui à ses administrés, et donc l'annonce et fait ses propres préparatifs. Le début du travail de la relève commence une fois le salut aux divinités accompli.

85. *Mokudai* 目代, employé de confiance du gouverneur, celui qui le remplace quand il est absent.

86. L'auteur énumère là toute sorte de fonctions de l'administration locale, toutes n'étaient pas toujours représentées. Ce qui est dit *tokoro* 所, est un organe comprenant un ou plusieurs employés : il s'agit de *saisho* 済所, bureau des impôts ou des rentrées fiscales, *anju* 案主, préposé aux documents, secrétaire, *kondeisho* 健児所, bureau des troupes locales, *kebi.isho* 檢非違所, bureau de police, *tadokoro* 田所, bureau des rizières, *suitōsho* ou *suinōsho* 出納所, bureau de la gestion des magasins, *chōsho* 調所, du tribut en nature, *saikusho* 細工所, des fabrications, *shuri* 修理, des réparations, *mimaya* 御厩, des écuries, *kotonerisho* 小舎人所, des serviteurs, *zensho* 膳所, de la cuisine, *mandokoro* 政所, de l'administration générale dirigée soit par le *mokudai* soit par un intendant, *bettō* 別当. Les organes les plus importants sont ceux qui s'occupent du cadastre ou de l'inspection des rizières, *kendenshi* 檢田使, de la perception de l'impôt foncier, *shūnōshi* 収納使, des produits acquis par échange, *kōekishi* 交易使, des rizières sous administration directe des fonctionnaires, *tsukudashi* 佃使, des corvées extraordinaires, *rinji zōyaku* 臨時雜役 (corvées extraordinaires demandées par la cour).

87. La liste des productions de diverses provinces recoupe pour plus des trois-quarts les indications des Règlements de l'ère Engi, ou des indications figurant dans d'autres textes du temps. Il y a quelques exceptions : le pongé d'Iwami, l'encre d'Awaji, les baguettes d'Izumi, les aiguilles de Harima, ce qui paraît un jeu de mot.

88. Selon les manuscrits on trouve qui est visité 被尋求 en premier ou qui est recherché 被尋求, faut-il interpréter que les *zuryō* viennent rechercher ses services ? Ou bien qu'ils viennent se munir des cadeaux à faire à leurs protecteurs ?

RÉSUMÉS

Dans la société de Heian, les gouverneurs de province (*zuryō*) avaient en charge tous les aspects de la vie de la population. Les nominations à ces postes étaient difficiles et leur rôle important, plus que la place que leur laisse Murasaki Shikibu et qui semble une discrète critique à leur égard.

In Heian society, provincial governors (*zuryō*) were responsible for all aspects of the life of the population. These positions were highly sought after, and they played a more important role than can be understood by reading the *Genji*.

INDEX

Index chronologique : Heian

Mots-clés : administration, cadastres, Dit du Genji, fonctionnaires, corvée, Genji monogatari, gouverneurs, impôts, kokushi, riz, *zuryō*, Murasaki Shikibu (v. 973-v. 1014 ou 1025)

Thèmes : sciences politiques

キーワード : kanri 管理, tochi daichō 土地台帳, zōyō 雑徭, Genji monogatari 源氏物語, kanryō 官僚, Fujiwara no Michinaga 藤原道長 (966-1028), *zuryō* 受領, zei 税, kokushi 国司, kome 米, Heian jidai 平安時代 (794-1185), Murasaki Shikibu 紫式部 (v. 973-v. 1014 ou 1025)

Keywords : Duty, Cadasters, Governors, Imperial Officers, Politics, Rice, Taxation, Murasaki Shikibu (v. 973-v. 1014 or 1025), Fujiwara no Michinaga (966-1028)